

LES ÉTUDES DU CRIF

NUMÉRO 9



→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

ANTISÉMITISME, RACISME ET EXCLUSION SOCIALE

Par Didier Lapeyronnie
Professeur de sociologie
à l'Université Victor Segalen de Bordeaux

Crif

Dans la même collection :

Pierre-André Taguieff,

«Néo-pacifisme, nouvelle judéophobie et mythe du complot»

Numéro 1, Juillet 2003, 36 pages.

Marc Knobel,

«La capjpo. Une association pro-palestinienne très engagée ?»

Numéro 2, Septembre 2003, 36 pages.

Père Patrick Desbois et Levana Frenk,

«Opération 1005.

Des techniques et des hommes au service de l'effacement des traces de la Shoah»

Numéro 3, Décembre 2003, 44 pages.

Joël Kotek,

«La Belgique et ses juifs :

de l'antijudaïsme comme code culturel à l'antisémitisme comme religion civique.»

Numéro 4, Juin 2004, 44 pages.

Jean-Yves Camus,

«Le Front national : état des forces en perspective.»

Numéro 5, Novembre 2004, 36 pages.

Georges Bensoussan,

«Sionismes : Passions d'Europe»

Numéro 6, Décembre 2004, 40 pages.

Monseigneur Jean-Marie Lustiger,

Monseigneur Jean-Pierre Ricard, Monseigneur Philippe Barbarin

«L'église et l'antisémitisme»

Numéro 7, Décembre 2004, 24 pages.

Ilan Greilsammer

*«Les négociations de paix israélo-palestiniennes,
de Camp David au retrait de Gaza»*

Numéro 8, Mai 2005, 44 pages.



NUMÉRO 9

LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME ANTISÉMITISME, RACISME ET EXCLUSION SOCIALE

Par
Didier Lapeyronnie
Professeur de sociologie
à l'université Victor Segalen de Bordeaux

Crif

→ **LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME**
Antisémitisme, racisme
et exclusion sociale



*Didier Lapeyronnie est professeur de sociologie
à l'université Victor Segalen de Bordeaux.
Il est chercheur au Centre d'Analyse et
d'Intervention Sociologiques, à l'Ecole
des Hautes Etudes en Sciences Sociales.*

*Pour l'essentiel, ses recherches et ses travaux
ont porté sur les questions d'immigration,
la vie sociale dans les quartiers populaires
et les conduites marginales des jeunes.*

*Il est l'auteur de plusieurs livres
et de nombreux articles sur ces questions.*

PRÉFACE

Ces dernières années, on croyait ne jamais plus voir ces images de synagogues brûlées. On pensait qu'un Juif pratiquant portant kippa ne pourrait pas être insulté dans une rue ou dans le métro, pas plus qu'un enfant dans une école ne pourrait être inquiété. On se disait que les morts dormiraient en paix, sans que des tombes ne soient profanées. Mais voilà, les injures et les agressions se sont multipliées. Et ces derniers temps, les Juifs de France ont éprouvé comme un malaise, un sentiment d'abandon.

Le texte que nous publions pour ce neuvième numéro des Etudes du CRIF est d'une grande richesse et d'une grande érudition. Didier Lapeyronnie connaît bien le sujet et les questions qu'il pose nous interpellent gravement. Y a-t-il généralisation d'un sentiment antisémite dans les quartiers populaires ? Pourquoi certains jeunes, premiers touchés par une discrimination dirigée vers les populations arabes ou d'origine immigrée, sont-ils à l'origine d'incidents et de violences antisémites ? Comment l'antisémitisme s'explique-t-il alors et est-il une revendication d'ordre sociale et d'intégration ? Se donne-t-il à voir sous plusieurs formes ? Est-il présent dans le vocabulaire et les expressions quotidiennes ? S'exprime-t-il hors de toute idéologie constituée, comme s'il s'inscrivait régulièrement dans le vocabulaire et les expressions quotidiennes ?

Le sociologue pense que l'antisémitisme finit par structurer une représentation du monde dans laquelle il va chercher confirmation et renforcement.

Il ajoute ensuite cette réflexion saisissante : « Les Juifs sont tout, si je suis exclu, les Juifs sont intégrés, si je suis pauvre, ils sont riches, si je suis méconnu, ils sont reconnus, si je suis méchant, ils sont gentils, si je suis dépourvu de communauté, ils en ont une, si je suis impuissant, ils sont puissants... Au fond ils concentrent tout le sens et assèchent toutes les possibilités de donner une signification à la situation vécue. Si « je suis nulle part », « les Juifs, il y en a partout et c'est bien le problème ! » Il devient donc inutile de chercher à se transformer ou à changer la société, il devient inutile de revendiquer ou d'agir. Il devient inutile de penser. L'antisémitisme résout tous les problèmes : il suffit d'inverser les polarités. S'ils n'étaient pas « partout », je ne serais pas nulle part. »

Tout comme le racisme, il est évident que l'antisémitisme secoue notre société. Il met bien à mal les valeurs de la République et il est une tâche indélébile et crasse. Mais il est surtout l'affaire de tous. Ce ne sont pas aux seuls Juifs de France de combattre l'antisémitisme mais à la société entière de combattre les racines du mal.

Marc Knobel

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Depuis une dizaine d'années maintenant, la France est à nouveau le théâtre de manifestations explicites d'antisémitisme. Actes et propos, insultes et violences se sont multipliés. Les chiffres publiés par diverses sources en attestent. La Commission consultative des Droits de l'Homme indique qu'en 2002, 924 actes antisémites ont été commis, 601 en 2003, 950 en 2004. Entre le 1^{er} janvier et le 20 août 2004, le ministère de la Justice a comptabilisé 298 actes antisémites, c'est-à-dire, trois fois plus que pendant l'année 2003. Non seulement le nombre d'actes antisémites a considérablement augmenté depuis le milieu des années 90, mais il excède largement aujourd'hui celui des autres actes racistes.

Ces actions ne peuvent plus être toutes attribuées au seul vieil antisémitisme traditionnel, comme ce fut le cas lors de l'affaire de la profanation du cimetière juif de Carpentras en 1990, mais sont le fait, plus ou moins avéré, « d'individus d'origine arabo-musulmane » : sur les 970 actes antisémites comptabilisés par le ministère de l'Intérieur pendant l'année 2004, 260 leurs sont imputées contre 163 qui sont le fait de l'extrême-droite et 547 « concernent des individus inconnus à tous égards »¹.

Même si elle a été exploitée par quelques mythomanes, la réalité de l'antisémitisme ne fait aucun doute et semble bien relever d'une population particulière, population immigrée ou d'origine immigrée et de confession musulmane. Les témoignages et les observations faites par les journalistes, les enseignants ou les sociologues confirment largement cette constatation.

Au-delà des actes eux-mêmes, insultes et propos antisémitismes se sont inscrits dans le vocabulaire quotidien d'une partie de la population, et plus particulièrement la population jeune des quartiers populaires. Les établissements scolaires notamment sont logiquement un des lieux privilégiés où s'observent les manifestations de cet antisémitisme². Mais il est aussi présent hors de l'institution scolaire dans les échanges et les propos quotidiens, dans la vie des « quartiers », dans les relations entre les groupes sociaux ou entre les individus. Le terme « Feuj » est une bonne illustration de cette réalité, traduction en verlan de « Juif », il est devenu, en lui-même, une insulte.

Judéophobie, opinion publique et antisémitisme « d'en bas »

1. Libération, 10 septembre 2004.

Rapport de la Commission Consultative des Droits de l'Homme, *La lutte contre le racisme et la xénophobie*, 2004, Paris, La Documentation Française, 2005, p. 22.

2. Voir les témoignages rassemblés dans : Emmanuel Brenner, dir, *Les territoires perdus de la République. Antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire*, Paris, Mille et une Nuits, Fayard, 2004.

Malgré sa violence, cet antisémitisme « d'en bas » n'aurait peut-être pas suscité tant d'inquiétude, s'il ne s'était pas développé parallèlement à un antisémitisme « d'en haut », antisémitisme politique, parfois « froid », provenant là aussi, non pas de la traditionnelle extrême-droite, mais plutôt d'une partie de

l'extrême-gauche et du développement d'un antisionisme « radical » se présentant parfois sous la couvert d'antiracisme et impliquant des intellectuels³. Plus encore, la présence de militants islamistes, sans parler du cas de Tariq Ramadan, dans les Forums sociaux organisés par les altermondialistes et l'expression directe et brute de l'antisémitisme à la conférence mondiale contre le racisme de Durban en septembre 2001 ont montré le développement en France, en Europe, et plus généralement dans le monde de ce que Pierre-André Taguieff a qualifié justement de nouvelle « judéophobie »⁴.

Une idéologie antijuive « relativement autonome des contextes sociaux » s'impose et semble permettre la conjonction politique entre certaines franges de l'extrême-gauche, qui retrouvent là une tradition antisémite ancienne et bien connue associée à l'anticapitalisme, de l'islamisme et de l'altermondialisme hostile à la globalisation. Israël y concentre tous les défauts de la mondialisation « néo-libérale », le sionisme y est assimilé au racisme et les Palestiniens y incarnent les victimes résistantes. Même s'il y a loin de la judéophobie d'en haut à l'antisémitisme d'en bas, pour certains, le développement de cette idéologie a pu favoriser l'expression et le passage à l'acte en procurant une sorte « d'ouverture politique » à l'antisémitisme ou tout au moins en donnant une certaine « légitimité » à son expression, bref en favorisant son développement, en le « déculpabilisant » voire en lui apportant une « caution progressiste »⁵.

Face à ces deux réalités, la « faible réactivité » du monde politique et associatif ainsi que des intellectuels a suscité bien des polémiques. Concentrés sur un antisémitisme d'extrême-droite toujours présent et toujours menaçant, (faut-il rappeler les résultats de l'élection de 2002), les « intellectuels », « défenseurs sans passion des Juifs » pour parler comme Sartre, auraient laissé le champ libre à la croissance de la judéophobie et contribué aussi, par défaut, à asseoir un peu plus la légitimité de cette idéologie, voire à encourager indirectement les actes et l'expression de l'antisémitisme. « *La violence individuelle ou en groupe, faite aux Juifs de France, ne connaîtrait pas un tel développement si... elle ne se sentait pas, sinon autorisée, du moins bénéficier d'une certaine indulgence ou compréhension. Cette violence jouit d'une double impunité : une impunité pratique (il y a un très petit nombre d'arrestations et de condamnations), une impunité morale (la presse ne rend pratiquement pas compte de ces incidents, ou, par toutes sortes d'euphémismes, les minimise)* »⁶.

Pourtant, les études d'opinion et les sondages démentent largement l'impression d'un « climat » général antisémite et plus encore l'idée de l'extension de l'idéologie judéophobe.

3. Voir la mise au point de Ilan

Greilsammer, « La pente savonneuse de l'antisémitisme », *Libération*, 24 septembre 2003.

4. Gabriel Schoenfeld, *The Return of Anti-Semitism*, New York, Encounter Books, 2004. Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Mille et une Nuits, Fayard, 2002. Pierre-André Taguieff, *Prêcheurs de haine, Traversée de la judéophobie planétaire*, Paris, Mille et une Nuits, Fayard, 2004. Les thèses « républicaines » de Taguieff sont discutées dans Nicolas Weill, *La République et les antisémites*, Paris, Grasset, 2004 et de manière indirecte et paradoxale dans Michel Winock, *La France et les juifs*, Paris, Le Seuil, 2004.

5. Sylvain Attal, *La plaie, enquête sur le nouvel antisémitisme*, Paris, Denoël, 2004. Eric Marty, « Un nouvel antisémitisme », *Le Monde*, 16 janvier 2002.

6. Eric Marty, *op. cit.*

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Dans la société française, la décroissance des positions antisémites et racistes est continue. Sur le plan politique, l'antisémitisme n'est pas non plus passé de droite à gauche : les opinions antisémites continuent de se renforcer au fur et à mesure que l'on se déplace vers la droite. Ces dernières années, le différentiel gauche/droite s'est encore accru.

Enfin, les opinions antisémites sont toujours largement corrélées avec les opinions racistes et le rejet des autres minorités et ces opinions sont émises dans des milieux populaires à faible niveau d'instruction⁷. Il n'y a donc pas non plus de changement de « nature » de l'antisémitisme. La « nouvelle judéophobie » ressemble fortement à l'ancien antisémitisme, non pas du point de vue doctrinal, mais du point de vue de son inscription dans l'opinion et la société françaises.

La violence des débats qui agitent l'intelligentsia, probablement plus sensible aux questions idéologiques, contraste avec la relative indifférence d'une opinion publique « peu » antisémite, très largement ignorante du contenu réel de l'idéologie judéophobe d'en haut et ne percevant pas les actes antisémites « d'en bas » comme un danger politique important. Un sondage de 2003 montrait que pour l'opinion publique, les victimes principales du racisme sont les arabes et les musulmans alors que les 3/4 des actes racistes sont de nature antisémite⁸. En octobre 2004, à l'université de Lyon III, les réactions des étudiants à la suspension des cours de Bruno Gollnisch, leader du Front National ayant tenu des propos négationnistes, sont sans équivoque : bien qu'ils condamnent de telles paroles, de nombreux étudiants n'en perçoivent pas le danger et se montrent plus sensibles aux difficultés scolaires créées par le départ de leur professeur qu'à la réalité de l'antisémitisme⁹.

Même si de nombreux observateurs ont tendance à les lier, les trois phénomènes, (développement d'un antisémitisme « d'en bas », émergence d'une nouvelle judéophobie et évolution et relative indifférence de l'opinion publique), doivent donc être envisagés séparément. Si elles contribuent à façonner un « climat intellectuel » et à donner une « légitimité » à l'expression de l'antisémitisme, les idées n'ont pas pénétré l'opinion publique et notamment l'opinion publique de gauche ou d'extrême-gauche et, surtout, elles excèdent largement l'activité et la parole antisémites « d'en bas ».

La distance sociale entre les manifestations « idéologiques » et les manifestations d'antisémitisme quotidien est bien illustrée par l'absence à peu près complète de participants de « classes populaires » ou « d'origine immigrée » aux différents forums sociaux, que ce soit à Paris ou à Londres.

7. Nonna Mayer, « La France n'est pas antisémite », *Le Monde*, 4 avril 2002.

8. Sondage réalisé en 2003 par la CNCDH. Cité par Emmanuel Brenner, *France, prends garde de perdre ton âme, Fracture sociale et antisémitisme dans la République*, Paris, Mille et une Nuits, 2004, p. 83.

9. Voir le reportage de *Lyon Capitale*, n°498, mercredi 27 octobre 2004.

De même, la participation des « jeunes de banlieue » aux manifestations publiques est extrêmement réduite. Les actes et les paroles observés ne semblent donc pas structurés par une idéologie comme dans le cas de l'extrême-droite. Ils sont le fait d'individus ou de groupes d'individus plus sensibles à un « climat » local qu'à une idéologie et de ce point de vue très faiblement politisés, incapables de différencier un « antisémitisme » traditionnel de la nouvelle judéophobie.

Les actes expriment une « haine » mais ne se sont pas traduits en pratiques organisées de discrimination voire de ségrégation dans l'espace urbain, même si une de leurs conséquences est d'engendrer la « séparation ». Mais en même temps, ces actes et ces paroles antisémites « d'en bas » illustrent aussi l'isolement « social » de leurs auteurs, insensibles à une opinion publique qui a fait de l'antisémitisme, et dans une moindre mesure de l'expression directe du racisme, un tabou¹⁰.

Les portes brûlées de la synagogue sont ouvertes, le 30 mars 2002 dans le quartier de la Duchère à Lyon. Deux voitures béliers ont été lancées et incendiées dans la nuit de vendredi à samedi contre les portes de la synagogue.



© AFP Photo Philippe Merle

¹⁰. Voir les rapports de la CCDH de 2002 et 2004.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Il existe ainsi une distance forte entre les actes antisémites (*si l'on met de côté les actes « militants » lors de manifestations politiques*), l'émergence d'une nouvelle « judéophobie » et l'opinion publique. La formation et le développement de l'idéologie judéophobe « n'expliquent » donc pas l'existence de l'antisémitisme d'en bas ou, en d'autres termes, n'en sont pas la cause directe et la décroissance de l'antisémitisme dans l'opinion publique est contredite dans une partie de la population, celle des « quartiers populaires sensibles » et plus particulièrement des « jeunes » de ces quartiers.

Pour analyser cet antisémitisme, il faut donc se détacher des évolutions idéologiques et de l'idée d'une « importation » du conflit du Proche-Orient. Il nous faut partir de son expression et de ses manifestations afin de chercher dans ses caractéristiques propres les logiques sociales et politiques qui l'animent.

L'antisémitisme et son expression dans les quartiers populaires en France sont un phénomène « récent » en ce sens qu'ils ne semblaient pas présents dans les années quatre-vingt, malgré une réalité sociale en bien des points tout à fait comparable du point de vue de l'exclusion subie. Mais depuis cette période trois changements se sont produits : les possibilités de promotion sociale et d'intégration économique se sont fortement réduites pour les habitants des « quartiers sensibles » alors qu'à l'inverse, la discrimination et la ségrégation se sont renforcées¹¹; les relations entre les habitants des quartiers et les institutions publiques se sont dégradées, que ce soit avec la police mais surtout avec l'école voire avec les services sociaux, dégradation perceptible dans le ressentiment et le rejet suscités par ces institutions et dans la montée de la violence exercée à leur égard¹²; enfin, la vie sociale interne des quartiers est marquée par un fort repli, la recherche d'un « entre-soi » protecteur qui se traduit par la mise en place d'un « ordre social » spécifique aux quartiers de banlieues, ordre social marqué par une forte segmentation entre les groupes, l'absence de communication entre les sexes, l'ethnisation des identités et le poids croissant de la religion¹³.

Au fond, en France aujourd'hui, l'antisémitisme semble bien accompagner la formation du « ghetto » et constituer une des expressions du « ghetto », une des manifestations du repli d'une partie de la population des quartiers populaires sur elle-même.

11. Jean-Paul Fitoussi, Eloi Laurent, Joël Maurice, *Ségrégation urbaine et intégration sociale, Rapport pour le Conseil d'Analyse Economique, Premier Ministre*, 2004.

Christophe Guilly, Christophe Noyé, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France. Les classes moyennes oubliées et précarisées*, Paris, Autrement, 2004.

12. Christian Bachmann parlait du développement d'une « culture anti-institutionnelle ». Voir, sur ce thème : Manuel Boucher, *Turbulences, contrôle et régulation sociale. Les logiques des acteurs sociaux dans les quartiers populaires*, Paris, L'Harmattan, 2003.

13. Voir : Michel Kokoreff, *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003.

Le langage antisémite

L'antisémitisme « d'en bas » repose sur un premier paradoxe : il n'y a pas, dans la population des quartiers populaires, généralisation d'un sentiment antisémite. Les sondages montrent un rejet important de l'antisémitisme, y compris dans la population des jeunes issus de l'immigration¹⁴. Il n'empêche.

Ces jeunes sont aussi, pour une partie d'entre eux, le vecteur essentiel d'actions antisémites comme l'ont montré différentes études. Ils sont à l'origine des incidents et des violences et alimentent la prolifération d'un vocabulaire explicitement antisémite. Pourtant, ils sont les premiers touchés par une ségrégation, et surtout une discrimination, massivement dirigées vers les populations arabes ou d'origine immigrée. Le « racisme » qu'ils subissent est largement institutionnalisé dans des pratiques sociales. A l'inverse, l'antisémitisme « d'en bas » qu'ils produisent ne se traduit pas par des « pratiques » institutionnalisées, probablement parce qu'il émane d'une partie d'une population qui n'en a pas les moyens sociaux et qui est elle-même la principale cible du racisme.

L'antisémitisme s'exprime et se donne à voir sous plusieurs formes. Pour l'observateur, à un niveau extrêmement quotidien, il est d'abord présent dans le vocabulaire, notamment chez les jeunes adolescents, mais aussi chez les jeunes adultes¹⁵. Pendant l'été 2003, un groupe de jeunes adultes écoute de la musique au coin d'une rue à Belleville, quartier de l'est parisien. Arrive une jeune fille qui s'adresse à eux : « Pourquoi vous écoutez cette musique de feu ? Vous ne savez pas qu'elle est feu, cette chanteuse ? Ça va pas d'écouter de la musique de feu¹⁶ ? » Les « feux » ne sont pas seulement une catégorie de la population avec laquelle il ne faut pas se compromettre ni se mélanger et dont il faut tenir les productions musicales à l'écart. Le terme « feu » est en lui-même une insulte ou tout au moins un qualificatif péjoratif. Il est souvent utilisé pour désigner un objet ou un comportement « mou » ou « défectueux ».

« Qu'est ce qu'il a mon stylo, il se prend pour un feu ? » entend-on quand le stylo en question ne fonctionne plus. Une poignée de main un peu molle attire aussitôt une question : « Qu'est ce que t'as ? Pourquoi tu me serres la main comme un feu ? » Le terme est aussi équivalent de mauvais.

Une musique ou un film considérés comme mauvais deviennent rapidement « feux ». Pendant l'été 2003, un animateur d'un quartier du nord de la capitale organise une « sortie » au cinéma pour occuper les jeunes qui ne sont pas partis en vacances.

14. 68% de ces jeunes déclarent qu'ils vivraient sans problème avec un juif ou une juive. 84% affirment que s'attaquer à une synagogue est un acte scandaleux. 95% estiment que l'on doit pouvoir porter la Kippa sans danger.

Sondage SOFRES réalisé en 2002.

UEJF/SOS-Racisme, *Les antifeujs*.

Le livre blanc des violences antisémites depuis septembre 2002. Paris, Calmann-Lévy, 2002.

15. Sauf indication contraire, les citations sont extraites d'une enquête menée depuis 2003 dans un certain nombre de quartiers parisiens de la région Ile de France, à Angoulême et à Bordeaux. Il s'agit d'expressions relevées dans des conversations usuelles, des entretiens ou des réunions. L'enquête porte sur la vie sociale dans les quartiers populaires. Elle ne concerne pas directement les violences ou les agressions antisémites.

16. Une jeune fille de Meudon-La-Forêt raconte qu'un soir, « une de ses amies, qui ne ferait pas de mal à une mouche », a refusé d'écouter Leonard Cohen, « parce qu'il est juif. ». Cité par Garance Le Caisne, « L'antisémitisme en héritage », *Le Journal du Dimanche*, 18 juillet 2004.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Durant la projection du film, dans le cinéma, l'un d'eux s'exclame : « C'est nul ce film, pourquoi tu nous as amenés voir un film de feu ? » On pourrait multiplier les exemples. A ce premier niveau, l'antisémitisme s'exprime hors de toute idéologie constituée, comme s'il s'inscrivait dans le vocabulaire et les expressions quotidiennes. Son usage n'est d'ailleurs absolument pas perçu comme antisémite. Il est le plus souvent considéré comme quelque chose d'anodin. En ce sens, il est à rapprocher des formes les plus ordinaires du racisme ordinaire ou du sexisme ou de l'homophobie, telles qu'elles s'expriment dans les conversations quotidiennes :

« C'est du travail d'arabe » entend-on pour désigner un travail mal fait. « Le mec, un vrai pédé, il pouvait même pas tenir son scooter debout. » « Pourquoi t'es habillé comme ça ? Tu fais portos ! Moi j'aimerais pas faire portos ! » « T'as raison, c'est qu'une femme ! »

Le plus souvent prononcés sans y penser réellement ou tout au moins sans réellement avoir conscience de leur impact négatif, de tels propos ne traduisent aucune intention explicite. L'individu qui les utilise n'y voit aucune forme de racisme. Il les utilise essentiellement pour manifester une appartenance, comme une sorte de vocabulaire commun et évident.

S'il n'y a pas ici insulte car personne n'est directement interpellé et qu'il n'y a pas non plus d'intention directe, l'usage de ce vocabulaire crée un climat hostile mais surtout enferme les catégories visées dans une sorte de cercle négatif : l'évidence du vocabulaire et sa violence interdisent toute forme de contestation, de contre-discours ou de contre vocabulaire. D'ailleurs de tels propos ne s'adressent à personne directement. Nul besoin d'injure.

Au contraire, la répétition du terme en un sens péjoratif l'inscrit dans la nature même du vocabulaire. Autrement dit, celui qui parle n'est pas « responsable » du sens des mots, il n'est donc pas responsable du vocabulaire qu'il utilise. En un sens, il signifie par-là que c'est la « langue » qui est comme telle et qu'on ne saurait accuser la « langue » d'être raciste, sexiste, homophobe ou antisémite. L'individu parle « sans y penser ». Il n'y a chez lui aucune pensée.

C'est le vocabulaire commun qui se manifeste à travers lui. En quelque sorte, il se laisse penser par la langue qu'il utilise ou c'est la langue qui le « pense ». Pour échapper à ce vocabulaire, il faudrait donc échapper à la langue, c'est à dire se mettre hors du groupe, se condamner au silence : protester contre l'usage de tels propos devient une manière de les valider en se mettant en dehors de la commune mesure.



Photo prise le 31 juillet 2002 de tags antisémites et "anti-police" peints dans une cage d'escalier d'un immeuble de la cité de la Grande-Borne à Grigny. Située à 25 kilomètres de Paris, Grigny abrite deux cités dites "sensibles", la Grande-Borne et Grigny 2. A la fin des années 60, Grigny n'était qu'un village de 3 000 habitants qui est devenu en l'espace de six années et après la construction de ces deux cités HLM une ville de 26 000 habitants.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Le vocabulaire crée le groupe : il le définit par ceux qu'il exclut, ceux dont l'identité est dévalorisée et considérée comme inférieure ou inacceptable. Mais il n'est pas l'expression de l'identité du groupe ou un système de défense comme dans le cas de l'argot ou du verlan. Il se différencie d'eux en ce qu'il doit être compris par ceux qui sont extérieurs.

Les mots ne forment pas une langue obscure fondée sur une syntaxe différente. Ils sont, au contraire, une langue explicite et parfaitement claire. Ils instituent ainsi une démarcation avec ceux qui sont « choqués », une complicité contre eux. Ils sont le vecteur actif de la séparation et de la complicité par les blessures qu'ils infligent. Les mots prononcés s'adressent toujours à ceux qui utilisent le même vocabulaire mais doivent être entendus par ceux qui ne l'utilisent pas et ne peuvent l'utiliser.

De ce point de vue, le vocabulaire antisémite est aussi une sorte d'invitation à l'antisémitisme. Il ne vise pas tant le Juif qu'il est toujours une tentative de bâtir une connivence tacite avec le « public », avec ceux qui écoutent et ne réagissent pas. Il établit une reconnaissance « réciproque » sur fond d'exclusion et surtout de « dévalorisation » de l'autre. C'est pourquoi, les mots sont souvent prononcés suffisamment forts ou lancés à la cantonade. Ils sont une manière de provoquer la réaction : scandale ou accord. Et c'est la réaction qui leur donne leur poids véritable, puisque c'est la réaction scandalisée, celle du Juif indirectement visé ou de l'auditeur, qui peut « cristalliser » l'antisémitisme, qui le fait advenir. L'auditeur est ainsi piégé : s'il proteste, il valide le propos et brise l'unité du groupe. Il devient le fautif, celui qui sort volontairement du groupe social, qui en refuse la norme.

Les témoignages d'enseignants réunis par Emmanuel Brenner montrent abondamment la difficulté, et parfois aussi l'illégitimité, de la réaction face à l'usage du vocabulaire antisémite. Le souci de l'unité du groupe l'emporte toujours ou presque toujours et engendre non seulement « minimisation » et silence, mais surtout un retournement du soupçon sur celui qui veut la briser.

A l'extrême, n'est ce pas la preuve que c'est sa « race » ou sa « religion » qui agissent, qu'il « faut être Juif pour défendre les Juifs » : « *Un professeur d'histoire qui signala à notre ancienne principale la recrudescence des propos antisémites au printemps 2002 put entendre de sa bouche, à la fin de l'entretien : « Monsieur, c'est bien le professeur d'histoire-géographie qui parle¹⁷?* »

De manière plus générale, cette logique se rencontre souvent dans des entretiens menés avec des responsables administratifs ou associatifs travaillant dans les quartiers sensibles.

17. Anecdote rapportée dans Emmanuel Brenner, *dir, Les territoires perdus de la République*, op. cit. p.113.

Certes, semble concéder l'interlocuteur, l'antisémitisme est inacceptable, mais précisément, parce qu'il est inacceptable, il ne faut pas le voir partout et ce n'est peut-être pas le problème le plus important. Dans le déroulement de la conversation, un glissement s'opère, qui consiste à opposer le racisme vécu de manière massive par les « jeunes » issus de l'immigration et la réalité des effets de l'antisémitisme, non pas pour « excuser » les propos, mais pour souligner la « crispation » des Juifs ou de la « communauté juive » et suggérer, finalement, que les Juifs exagèrent.

Le tabou plus fort qui pèse sur l'expression de l'antisémitisme par rapport au racisme renforce probablement ce mécanisme en augmentant le « coût » de la protestation : être accusé d'antisémitisme engendre « plus » de réprobation que d'être accusé de « racisme »¹⁸. L'accusation devient plus lourde aux yeux du public et donc plus délicate à lancer et à assumer. C'est ce qui explique la dénégation fréquente. Plus encore, le tabou et le souci de l'unité du groupe engendrent aussi une « anticipation » de l'antisémitisme. Il vaut mieux éviter le sujet et surtout tout ce qui pourrait susciter ou donner l'occasion de son expression¹⁹.

L'antisémitisme prospère ainsi dans les échanges quotidiens. Il s'incruste dans leurs structures. L'unité du groupe repose sur la capacité de chaque individu de « garder la face » dans les interactions pour parler comme Goffman et sur l'assurance que les autres lui permettront de la garder. « L'effet combiné des règles d'amour-propre et de considération est que, dans les rencontres, chacun tend à se conduire de façon à garder aussi bien sa propre face que celle des autres participants²⁰. »

Accuser quelqu'un d'antisémitisme, ou s'exposer à l'expression de l'antisémitisme, risque de provoquer un « esclandre » dans lequel le fautif, justement, « perdra la face ». Or, faire perdre la face à un individu est non seulement une entreprise hasardeuse, dont on ignore la conséquence immédiate puisque l'interaction est rompue, mais c'est aussi une entreprise coûteuse affectivement. (« On a honte pour lui »). Il est donc logiquement préférable d'agir de façon à préserver la face des autres et de permettre le maintien de l'unité du groupe. Il faut s'arranger à écarter la gêne provoquée par les propos antisémites car ils pourraient susciter un embarras ingérable !

Comme le souligne encore Goffman, l'évitement est « le plus sûr moyen de prévenir le danger ».

18. Dans son rapport la CNCDH donne les résultats de sondage suivants : 59% des sondés estiment que les propos : « sale juif » doivent être condamnés, 51% s'il s'agit de « sale pédé » et 47% jugent que les propos « sale arabe » doivent l'être. 68% des sondés estiment qu'il est « très grave de refuser une embauche à un noir », 58% ont le même jugement s'il s'agit d'un arabe. Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, *La lutte contre le racisme et la xénophobie, rapport d'activité 2002*. La Documentation Française, 2003.

19. Voir par exemple le témoignage rapporté dans Emmanuel Brenner, *ibid*, p. 81.

20. Erving Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Les Editions de Minuit, 1974.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Injures et violences

Ce fonctionnement quotidien est le soubassement de l'utilisation des mêmes termes comme injures. De l'usage « qualificatif » quotidien à l'injure, il n'y a pas de rupture, mais au contraire continuité. Certes, à la différence du vocabulaire quotidien, l'injure implique une interpellation directe de l'individu visé. Mais c'est bien parce qu'elle s'inscrit sur le socle du vocabulaire quotidien qu'elle est utilisée.

En ce sens, elle est une actualisation consciente ou semi-consciente du vocabulaire commun. Avec l'injure, l'individu assume et utilise le caractère infâmant et dégradant qu'il veut donner aux mots. Il cherche ici à faire perdre la face à son interlocuteur. Il utilise le vocabulaire pour ramener l'autre à sa place ou à sa position sociale, c'est à dire telle qu'elle est définie par le fonctionnement de la langue commune et par l'unité du groupe. L'individu visé n'a précisément pas de visage. Il est une pure catégorie sociale, un objet défini négativement par le groupe social ou par la langue, incapable de contrôler ou de contester cette définition. Au fond, l'insulte consiste à l'humilier et à lui faire perdre la face afin de réaffirmer l'unité du groupe. Les victimes d'injures répétées ont ainsi souvent le plus grand mal à affronter ce qui devient fonctionnement du groupe et qui le solidifie.

La difficulté de demander protection, voire de mobiliser quelques défenseurs, est des plus grandes : protester est une façon de briser la solidarité du groupe ou de la communauté. Et il est plus coûteux de « sortir » du groupe que d'accepter l'injustice ou la violence. La force sociale de la morale est presque toujours plus forte que son contenu. Dans les écoles, les victimes de harcèlement antisémite ne trouvent ainsi que très peu de points d'appui et de secours et sont parfois obligées de changer d'établissement. Plus encore, la victime peut parfois se faire le défenseur de son bourreau comme le notent de nombreux éducateurs. « Ce n'est pas grave, Monsieur. Ça ne signifie rien ce qu'on dit. C'est entre nous. » La sauvegarde de l'unité du groupe et de son identification au groupe passent par le « sacrifice » de l'intégrité personnelle et une stratégie de minimisation. Dans bien des cas, la victime se sent honteuse ou même coupable, déchirée entre sa proximité avec son « bourreau » et son appartenance au groupe d'un côté et, d'un autre côté, le dégoût qu'elle éprouve pour eux. Elle peut finir par avoir honte d'elle-même vis à vis du groupe tout en ayant honte d'avoir honte vis à vis d'elle-même.

L'insulte, atteinte à l'honneur social de l'individu, par la mise à l'écart du groupe, se transforme en humiliation, en atteinte au respect de soi-même²¹.

21. Sur les relations entre injures et humiliation : Avishai Margalit, *La société décente*, Paris, Climats, 1999, p.115 et suiv.

L'insulte rappelle directement l'identité de celui qui est interpellé. En contre-point, l'insulte, comme la violence physique, consiste toujours à se détacher de l'autre et à se purifier. C'est pourquoi, l'injure antisémite, comme l'injure raciste, est souvent liée à l'obsession de la saleté qu'imposerait l'autre, à la peur de la souillure²² (« *sale Juif* »). L'injure exprime un dégoût physique, l'impossibilité d'une relation avec « l'autre ». L'amitié ou la camaraderie sont parfois impensables. Ainsi, pendant l'été 2003, une vingtaine d'adolescents et de jeunes adultes sont réunis dans un local de la cité Curial dans le 19^{ème} arrondissement de Paris. Garçons et filles discutent de leur situation et de leur avenir d'enfants d'immigrés maliens en France.

La communauté juive qui vit à côté est l'objet d'un fort ressentiment. « Ils ont leurs écoles. Ils arrivent le matin avec de grosses 4/4 pour déposer leurs enfants. Ils s'arrêtent au milieu de la rue. Ils laissent tourner leurs moteurs. Ils bloquent tout le monde. Et on ne fait rien alors que ça fait des embouteillages monstres. » « Ils sont riches, toujours bien habillés. Je vois les filles, comment elles sont habillées ! » Mais surtout, l'idée d'avoir des relations amicales avec un Juif est impensable. La question posée ainsi suscite un malaise évident dans le groupe. Après un temps de silence, rien n'est exprimé directement sauf la distance qu'il importe de garder : « On les voit, on sait où ils sont, mais on ne les connaît pas. Ils ont leurs activités et nous les nôtres. » « Pourquoi on aurait un copain Juif ? » « On peut pas avoir un ami Juif ! C'est pas la même mentalité. » Mais surtout, dans le ton des réponses s'exprime un vrai « dégoût », comme si l'idée de la proximité physique ou du contact faisait horreur. « Tu pues le feu » dit un jeune à un de ses camarades lors d'une violente dispute dans la même cité.

Sur ce plan, l'antisémitisme ne se différencie pas d'autres formes de phobies racistes ou sexuelles. Interrogés en 1999 sur leurs visions des « blancs » et des « Français », un groupe de collégiens tient des propos similaires : « En fait, il y a Blancs et Blancs : les Blancs européens et les Arabes blancs. Tu reconnais quand tu vois un Arabe. Mais tu as le Blanc, le Français là... celui qui éclate bien le porc... » « Karim, l'autre fois, il y avait des Français chez lui ; après, on lui a dit : « Bidon, tu traînes avec les Français toi ? Tu es corrompu ! Vas-y ! Vas traîner avec les Français ! Arrache-toi ! » Chez les Français, « ça doit puer, ça doit sentir les cuisses de hallouf (porcs)... ils sont sales : ils font rentrer le chien chez eux, il lèche dans leur assiette... c'est dégueulasse²³. »

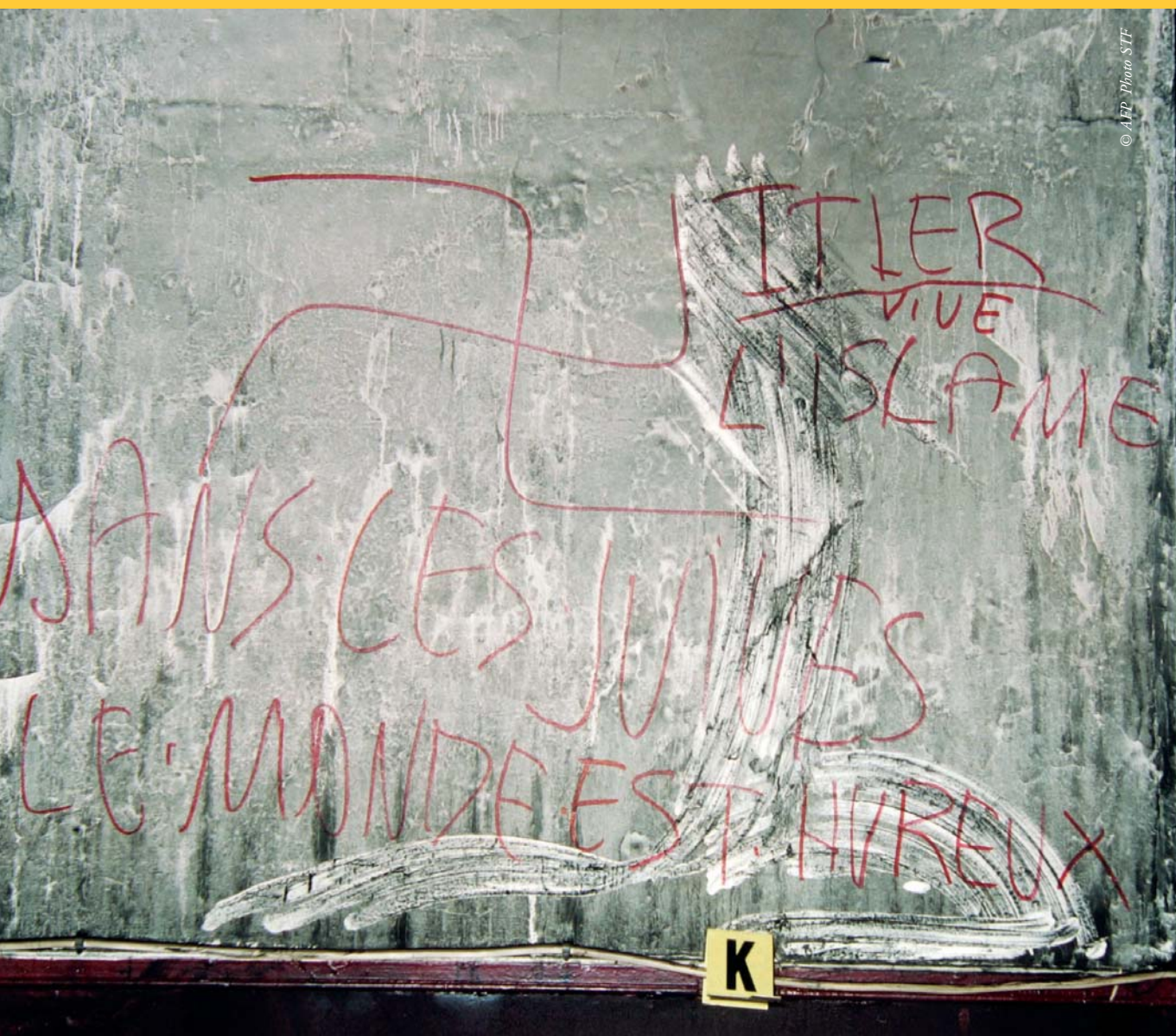
Dans une enquête menée en banlieue parisienne et dans les cités d'Angoulême, des adultes expriment le même sentiment de « dégoût » physique : « C'est simple, on ne peut pas les sentir ! »

22. Sur tous ces thèmes voir :

Mary Douglas, *De la souillure, études sur la notion de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 1992 (1967)

côté du miroir. Entretiens avec quelques jeunes de nos grands ensembles, Recherches, n°14, second semestre 1999.

→ **LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME**
Antisémitisme, racisme
et exclusion sociale



© AFP - Photo STF

Des inscriptions antisémites sur le mur d'un restaurant juif, le 22 août 2004

Parce qu'elle est le signe de l'égalité et de la reconnaissance réciproque des individus, mais aussi la marque de la proximité physique, toute relation sexuelle fait « horreur » et constitue un véritable tabou. C'est pourquoi l'injure est aussi souvent liée à la sexualité (« *putain de ta race* ») et notamment à la sexualité incestueuse (« *Nique ta mère* ») ou anale (« *enculé* »).

La sexualité ne peut se penser sans une certaine dose de violence, seule manière de l'accepter sans se « compromettre », en restant « pur » et intact, protégé de toute relation et de tout contact véritables. L'antisémitisme est empreint de cette logique : « Chienne de juive ! » s'entend dire une enseignante. D'autres rapportent « l'horreur » de jeunes filles à l'idée d'épouser un Juif et les injures lancées à une élève par d'autres élèves qui la traitent de « pute » et menacent de la violer²⁴.

L'insulte exprime le dégoût, une forme d'intériorisation physique de l'antisémitisme. L'injure consiste ainsi à se donner forme en rendant l'autre informe, à s'ériger par la différenciation d'avec l'autre et par son identification à une catégorie à la fois « abjecte » et définie purement en termes sociaux. En mettant l'autre « à sa place », l'individu injuriant s'affirme en se détachant nettement de lui, en l'expulsant pour se purifier. L'antisémite, avait bien vu Sartre, adore l'ordre social²⁵.

Par l'injure, il délimite le périmètre de cet ordre et renvoie l'autre à sa nature « informe » car pré ou non sociale. Les graffitis et les inscriptions antisémites sont non seulement définis par leur violence, mais ils sont aussi une marque qui trace les frontières de l'ordre social et qui définissent par contre coup l'identité de ceux qui appartiennent à cet ordre.

Les propos antisémitismes ne sont pas séparables d'un ensemble de conduites de rejet et d'expressions « phobiques ». Il est rare qu'une toxicomanie soit isolée. La personne dépendante l'est le plus souvent à plusieurs produits. De la même manière, l'antisémite est une sorte de polytoxicomane : il est aussi violemment homophobe, misogyne et raciste. L'antisémitisme est accompagné d'un ensemble de « phobies » à l'encontre des homosexuels, des femmes et d'autres groupes sociaux. Son expression et les actions qu'il engendre s'inscrivent ainsi dans un « fonctionnement » social marqué par les tensions dans l'espace public entre les sexes et entre les groupes d'âges et des difficultés majeures chez les jeunes garçons d'envisager des relations ou de supporter une discussion.

Dans les interactions quotidiennes, en cas de différent, même mineur, le recours à l'injure est pratiquement immédiat. « C'est tout de suite des insultes ! »

24. Témoignage recueilli par Emmanuel Brenner, *op. cit.* p.271.

25. Jean-Paul Sartre, *Réflexions sur la question juive*, Paris, Gallimard, 1954, p.37.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

« Dès qu'on veut dire quelque chose, on se fait insulter ! » Les habitants adultes sont souvent déstabilisés et effrayés par ce recours systématique à l'insulte : « Je me suis fait traiter de vieille peau. C'est vrai qu'on vit dans une certaine peur. Maintenant, je ne dis plus rien. »

L'injure permet de contrôler l'espace public et de « menacer » pour écarter tous les indésirables. « Les agressions verbales, c'est tout le temps. Les insultes. Mais il y a aussi les machins sur la bagnole, les rayures ou les choses comme ça. Le caillou qui vous arrive dans les jambes, comme par hasard !

Mais ça finit par faire peur, ça commence comme ça, jusqu'où ça peut aller ? » L'injure est aussi souvent utilisée pour « remettre » les individus « à leur place » et imposer l'ordre social et moral du groupe ou de la « cité », notamment en direction des jeunes filles. A l'automne 2003, dans un quartier du nord de Paris, pendant plus d'un mois, jusqu'à l'intervention des services sociaux, un groupe d'adolescents attendait tous les soirs trois jeunes filles à la sortie du collège pour les injurier : l'une d'entre elles avait eu l'audace d'avoir un flirt avec un « français qui n'habitait même pas le quartier. »

Dans un quartier d'Angoulême, la porte de l'appartement où vivent une jeune fille et sa mère est taguée pour des raisons similaires : « C'était dégueulasse. Ils avaient écrit « sale pute » sur la porte d'entrée. » L'injure n'a pas un caractère d'exception dans la vie sociale. Au contraire, elle est un mécanisme de « régulation » sociale et plus encore un mécanisme ordinaire de normalisation de la vie sociale. Elle établit des priorités dans l'utilisation de l'espace public et surtout, elle est la manifestation d'une « hiérarchie sociale » et d'un ordre moral. Elle vise tous ceux qui « ne sont pas à leur place », « qui n'ont rien à faire ici » qui, de ce fait « manquent de respect » en transgressant cet ordre moral du quartier, notamment les jeunes filles dans l'espace public qui en sont les premières victimes : « Pourquoi elles viendraient là ? Elles n'ont pas à venir ici. Pourquoi faire ? »

Le vocabulaire et les injures antisémites créent beaucoup plus qu'un « climat ». Ils fabriquent ainsi un véritable « ordre social » qui fonde la légitimité des actes et des violences. De ce point de vue, il n'y a pas de rupture entre la violence verbale et la violence physique comme il n'y avait pas de rupture entre le « vocabulaire » commun et la violence verbale. Il s'agit d'un même ensemble et d'une même logique. Par la violence, l'atteinte à l'intégrité physique de l'individu, il s'agit toujours de l'humilier, en faisant un objet de moquerie, en le rendant informé par le ridicule ou la peur. L'individu agressé n'est pas une personne, il lui est interdit d'avoir un visage.

Par l'agression, il est en quelque sorte emprisonné de force dans sa définition sociale, comme un objet malléable et informe dont la forme ou l'identité sont données par l'agresseur : « C'était à Paris, gare du Nord, à l'entrée du RER. Charles raconte : « deux jeunes rebeus, normaux, pas racaille du tout, sortent du RER, ils croisent un feuj habillé en noir avec chapeau, et là l'un des deux rebeus enfonce le chapeau du feuj. Ils rigolent et continuent leur chemin sans se retourner. Le feuj n'a rien dit, il est entré dans le métro. C'était troublant, violent, je suis resté interdit, personne n'a bougé, ça s'est passé vite²⁶. »

Mais, même dans les cas d'agression, les réactions sont faibles. Il est quasi impossible moralement pour les individus présents d'intervenir. Dans un univers urbain de liens « faibles » et d'isolement, supporter une confrontation ou s'engager dans un conflit est extrêmement difficile. Il n'existe aucun soutien social pour l'individu, personne pour le supporter. Il n'y a pas non plus d'assistance vis à vis de laquelle il pourrait se sentir obligé de garder la face puisque la situation est anonyme.

De plus, toute médiation et tout contrôle qui pourraient être exercés par cette assistance sont aussi absents. Aucun « tiers » n'est susceptible de réguler le conflit, surtout dans un univers où chacun est plutôt réticent à intervenir. On ne sait donc jamais jusqu'où peut dégénérer l'incident. L'évitement est alors plus simple et plus rationnel. Face à toute forme d'incidents, les témoins ont tendance à se montrer indifférents, à s'éloigner, à ne pas voir ou à chercher un accommodement en minimisant. Il y a donc peu de protestations et encore moins d'intervention. « Ne rien faire » et « oublier », telle est la stratégie la plus répandue dans la vie urbaine. La victime est prisonnière de cette logique : elle ne dit rien et préfère s'éloigner.

Dans les quartiers populaires, les habitants se connaissent. L'indifférence de l'anonymat est remplacée par la peur, peur entretenue par les injures et les agressions. « Les gens ont peur de parler, de dire les choses, de dénoncer. » Même quand l'agresseur est connu personnellement de sa victime ou des témoins, il est très rare que l'individu victime se défende, se plaigne ou le désigne. « Une femme ! Qu'est ce que vous voulez qu'elle fasse quand on lui fout une baffe ? Elle ne va quand même pas se défendre ! »

Dans un quartier parisien, à l'automne 2004, dans un centre social, une jeune employée se fait dérober sa carte bleue : « Je suis allée porter plainte pour l'assurance » explique-t-elle, « mais je n'ai pas dit qui c'était. Je le sais. Mais je ne vais pas me faire casser la gueule pour une carte bleue. »

26. Jean-Pierre Thibaudat,
« Les nouveaux visages de l'antisémitisme »,
Libération, 10 septembre 2004.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

La conséquence, dit une autre habitante du même quartier en parlant des « jeunes », est que « de plus en plus, ils se sentent impunis. Ils sentent que les gens ont peur d'eux. Ils en profitent un maximum. »

Mais l'agression et la violence contre un individu ou un groupe d'individus ne sont pas simplement destinés à entretenir un climat de « peur ». Ils sont aussi une manière de les marquer doublement, du point de vue des agresseurs et de la société environnante. La victime est « stigmatisée » deux fois : comme victime et comme juive. Dès lors, sa situation et son stigmatisme « perturbent » les relations qu'elle peut entretenir avec les autres. Les autres se sentent tenus d'agir comme si la victime était « normale » mais en même temps en reconnaissant sa « différence », puisque c'est cette différence qui est la cause de son malheur.

Mais comme ce malheur n'a pu être évité, ils en ressentent une gêne qu'ils cherchent à écarter car ils ne savent pas jusqu'à quel degré ils doivent être compatissants et jusqu'à quel degré ils doivent ignorer la particularité de la victime. La responsabilité est en quelque sorte renvoyée à la victime ou à l'identité de la victime, encore une fois soupçonnée d'exagérer ou de vouloir profiter de la situation. Erving Goffman a bien analysé ce procédé : « on demande à l'individu stigmatisé de nier le poids de son fardeau et de ne jamais laisser croire qu'à le porter il a pu devenir différent de nous ; en même temps, on exige qu'il se tienne à une distance telle que nous puissions entretenir sans peine l'image que nous nous faisons de lui. En d'autres termes, on lui conseille de s'accepter et de nous accepter, en remerciement naturel d'une tolérance première que nous ne lui avons jamais tout à fait accordée. Ainsi une acceptation fantôme et à la base d'une normalité fantôme²⁷. »

La victime a alors tout intérêt à taire et tenter de faire oublier son double stigmatisme de victime juive, de faire comme si rien ne s'était passé, mais surtout de faire comme si l'acceptation dont elle bénéficie n'était pas conditionnelle. En tant que juive, il ne faudrait pas qu'elle soit trop victime. C'est d'ailleurs un propos fréquent : « Et en plus ils se font passer pour des victimes ! » dit une jeune fille dans un collège parisien. Minimiser en cas de sollicitude est la réponse appropriée : « Bon, ce n'est pas si grave, vous savez. Il y a des cons partout.

Et puis vous savez, il y a du bon en chaque homme » expliquait en septembre 2003 une jeune fille victime d'injures antisémites et d'intimidations physiques dans une cité parisienne, prenant la défense de son agresseur devant l'indignation des « spectateurs » présents.

27. Erving Goffman, *Stigmates, les usages sociaux des handicaps*. Paris, Les Editions de Minuit, 1975.

28. « Témoignage du père de Laurent », in : Emmanuel Brenner, *op. cit.* p. 167.

Un père témoigne dans le même sens de ses réactions face aux agressions et à la violence subies par son fils dans un établissement scolaire parisien : « Notre première réaction est de lui conseiller de relativiser ces « incidents », « d'assumer sa différence » et d'apprendre à se défendre. » Mais l'enfant devra malgré tout changer d'école, sur l'insistance des enseignants.

« Même les petits blancs se sont ralliés à la cause ; Laurent est le bouc-émissaire du collège²⁸. » Le plus souvent, le souci de l'unité du groupe social (une école, un voisinage, une cité) provoque l'exclusion de la victime qui risque toujours, de part son stigmat, générer des embarras et surtout de la division. C'est pourquoi, les victimes de harcèlement peuvent endurer longuement les agressions à leur égard et préférer se taire plutôt que de prendre le risque d'être mises à l'écart.

*Un journaliste photographie
le 20 août 2000, des graffitis antisémites
inscrits dans la nuit sur un mur
de l'un des guichets d'entrée du stade
de la Meinau à Strasbourg, insultant
l'entraîneur du club de football
de Strasbourg, Claude Leroy.*



© AFP Photo Damien Meyer-Pig

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Ces mécanismes expliquent les décalages constatés entre l'opinion publique dans les quartiers concernés, les témoignages relevés et la multiplication des anecdotes. L'opinion publique reste très massivement imperméable à l'antisémitisme, même s'il existe une sorte de « noyau dur », notamment chez les jeunes issus de l'immigration. Les témoignages sont eux parfaitement contradictoires, soulignant tantôt un antisémitisme obsessionnel et très largement partagé, manifesté par de nombreux incidents, tantôt mettant en évidence la faible réalité de cet antisémitisme, soulignant qu'il ne concerne que peu de gens.

De fait, le « fonctionnement » même de l'antisémitisme et son inscription dans les relations sociales jouent comme un effet multiplicateur. Un seul individu, par un seul propos, peut générer un « climat » négatif et hostile en l'absence de réaction ou de protestation et en plaçant les spectateurs ou la victime dans l'impossibilité de réagir. Il réussit de la sorte à les amalgamer à son point de vue, même s'ils s'en défendent.

Dès lors, l'antisémitisme peut être à la fois extrêmement minoritaire, émaner de quelques individus et être en même temps omniprésent, comme s'il s'était infiltré dans toutes les relations et avait fini par colorer l'ensemble de la vie des groupes sociaux. Pour les victimes, il suffit aussi de quelques individus pour rendre la vie impossible et détruire l'estime de soi, d'autant plus quand la société « environnante » se montre indifférente voire hostile et ne veut pas « reconnaître » la réalité vécue.

Du vocabulaire quotidien, aux injures et à la violence physique, l'antisémitisme « d'en bas » ne peut se comprendre seulement à partir de la relation entre agresseurs et agressés. Il fonctionne sur une scène à trois acteurs : les Juifs, les antisémites et les « gens normaux », pour employer l'expression de Goffman, la société environnante.

Il est d'abord une « invitation » à l'antisémitisme, c'est à dire une tentative d'établir une connivence avec les « normaux », l'essai de créer une sorte de « compréhension » partagée par le vocabulaire et l'évidence d'une langue commune. Il est aussi une manière de « stigmatiser » les Juifs par l'insulte ou l'agression physique et par là, de briser leurs relations avec les « normaux », d'imposer une marque double d'extériorité du Juif victime à la société environnante. Il est donc là aussi une manière de s'y rattacher, de créer une « connivence » en rendant le Juif embarrassant. Ensuite, l'antisémitisme est une manière d'affirmer l'unité du groupe social. Par l'extériorisation de la victime, soit par la violence, soit par le partage d'une langue commune qu'elle ne peut utiliser, le groupe affirme son unité.

Il trace des frontières entre ce qui relève du « social » et ce qui est socialement renvoyé au dehors. Enfin, l'antisémitisme permet à l'individu de se donner « forme » en rendant l'autre informe, en le ramenant à une pure catégorie générale, c'est à dire à la définition que le groupe impose, en lui retirant son visage. La victime n'est pas une personne. L'antisémitisme rend l'individu « imperméable » disait Sartre : il le protège contre toute forme « d'influence » selon le mot employé dans les quartiers populaires, contre tout doute sur lui-même. En lançant une injure antisémite, il affirme du même coup qu'il n'existe pas « d'autre ». Il a la capacité d'englober et de neutraliser « l'autre » et de s'en protéger. Il sait le repérer, l'identifier et le « remettre à sa place ».

L'antisémite est un « homme qui a peur » dit encore Sartre, « Non des Juifs, certes : de lui-même, de ses instincts, de ses responsabilités, de la solitude, du changement, de la société et du monde ; de tout sauf des Juifs²⁹. » Pour conjurer sa peur des autres, il en appelle à la société, au groupe, à la stabilité et à la certitude. Il cherche à se donner « forme », à se faire reconnaître par les « normaux » en s'arrachant au marécage de l'indifférenciation, en s'arrachant à l'autre, pour afficher ainsi une identité. Au fond, l'antisémitisme « d'en bas » est une triple revendication pathologique d'intégration : intégration à la société « normale », intégration du groupe d'appartenance, intégration personnelle.

Le “désir” d'antisémitisme

Le racisme et l'antisémitisme sont plus que des interprétations du monde social. Ils sont une façon de s'y définir, de s'y situer et de le pratiquer. Ils sont une expérience physique et intellectuelle de ce monde social. Ils sont aussi une façon de le « créer », de projeter sur lui l'exclusivité et l'imperméabilité d'une certitude. La différence entre racisme et antisémitisme dans leur expression quotidienne ne tient pas à leur contenu.

Les mêmes stéréotypes physiques, les mêmes expressions de dégoût, la même hiérarchisation de la distance, la même obsession de la pureté les animent. L'autre racialisé est toujours un autre laid, sale, puant, sournois, intéressé, destructeur, affublé de caractères physiques qui font « horreur », il n'a pas une sexualité normale mais incestueuse, débridée, anale, en un mot dangereuse car pouvant ramener au règne de la nature, menaçant de faire « régresser » celui qui s'y laisserait prendre.

C'est pourquoi, racisme et antisémitisme sont associés à l'homophobie et au sexisme, à l'idée du danger que ferait courir la sexualité des femmes à la civilisation, en menaçant les hommes de dégénérescence, de les ramener à leurs instincts, au règne d'une nature indifférenciée et amoral.

29. Jean-Paul Sartre, *op. cit.* p.62.

→ **LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME**

*Antisémitisme, racisme
et exclusion sociale*



A la fin du XIX^{ème} siècle, Carl Vogt ou Otto Weininger mêlaient leur antisémitisme et leur racisme à un antiféminisme tout aussi radical : « La vraie conception de l'Etat est étrangère au Juif, parce que comme la femme, il manque de personnalité » écrit le premier. « Chez le Juif et chez la femme, le bien et le mal ne sont pas distincts. » écrit le second³⁰.

Les races « inférieures », les Juifs, les homosexuels et les femmes n'ont pas de « forme », relèvent d'une matière que seule la reconnaissance d'une supériorité de la domination masculine peut faire accéder à la « civilisation », reconnaissance qui passe par un rejet horrifié de la sexualité, unique voie permettant le développement complet de la « spiritualité ».

Même si les théories « scientifiques » racistes n'en constituent plus le fondement, remplacées par la religion et la culture, l'autre racialisé d'aujourd'hui n'a pas une forme complètement humaine, il est informe et indifférencié³¹.

Le racisme et l'antisémitisme continuent d'être associés et mêlés à l'homophobie et au sexisme, ainsi qu'à l'expression d'un dégoût pour la sexualité. Ils continuent de reposer sur l'affirmation du destin « spirituel » et « civilisé » des « mâles » qui sauront se détacher d'une nature « efféminée », l'expulser d'eux-mêmes et la dominer. (*La « mollesse » est une des connotations péjoratives fortes du terme « Feuj ».*) De ce point de vue, encore une fois, l'antisémitisme est une revendication d'ordre social, d'intégration.

Une rapide comparaison avec d'autres populations en d'autres lieux et dans d'autres situations historiques montre des caractéristiques similaires. Ainsi par exemple, l'antisémitisme, associé à la misogynie et à l'homophobie, est fortement présent dans les populations des ghettos noirs américains depuis les années vingt. Il semble bien qu'il soit lié à la formation même du ghetto, à la mise en place d'un ordre spécifique du ghetto et à l'échec des mouvements sociaux et politiques des Noirs³². L'antisémitisme des leaders noirs, de Marcus Garvey dans les années 20 à Louis Farrakhan aujourd'hui en passant par Stokely Carmichael dans les années 60, en est une expression « idéologisée ».

30. Cité par Bram Dijkstra, *Les idoles de la perversité. Figures de la femme fatale dans la culture fin de siècle*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 241. Voir aussi du même auteur : *Evil Sisters, The Threat of Female Sexuality in Twentieth-Century Culture*, New York, Henry Holt & Company, 1996. Dijkstra montre abondamment comment dans la culture fin de siècle, le rejet de la sexualité, le sexisme et l'antisémitisme étaient inséparables et formaient l'envers d'un appel à l'ordre « civilisé » et à la « culture » contre les dangers de la décadence due à la perte de « substance » et d'autorité. Durkheim a ainsi opposé l'intégration morale de la société à l'anomie permettant la libération de « l'infini des désirs » et l'indifférenciation physique des hommes et des femmes.

31. George M. Fredrickson, *Racisme, une histoire*, Paris, Liana Levi, 2003.

32. St Clair Drake & Horace R. Cayton, *Black Metropolis. A Study of Negro Life in a Northern City*, Chicago, The University of Chicago Press, 1945. Voir aussi les remarques de Peter Novick, *L'Holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 1999, pp. 242 et suiv.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

La différence entre l'antisémitisme et le racisme tient à la nature politique du premier. Certes, le racisme est aussi une conception politique particulière de la vie sociale.

Mais dans le cas de l'antisémitisme, cette dimension politique s'exprime directement et de manière explicite, tant à travers un certain nombre de stéréotypes qu'à travers des raisonnements plus complexes. Cette différence est très perceptible dans les conversations quotidiennes. Très souvent, le racisme apparaît explicitement ou implicitement à l'occasion de discussions concernant des relations proches dans l'espace, des questions portant sur l'organisation de la vie sociale. L'école notamment ou l'occupation de l'espace public sont les vecteurs essentiels de cette expression. Ainsi, à Paris ou à Bordeaux, en 2003, des familles interrogées expliquent-elles sans détour que le choix de ne pas envoyer les enfants dans tel établissement scolaire tient au fait « qu'il n'y a que de la racaille là-bas » ou encore « qu'il y a trop d'arabes » « C'est un collège d'arabes ! »

A Angoulême, en 2004, un groupe d'une dizaine d'habitants « blancs » d'une cité de la périphérie discute des problèmes de sécurité et des difficultés rencontrées avec les « jeunes » : « On les connaît. Ils sont comme ça. Je ne veux pas dire qu'il n'y a que des arabes, mais, bon vous me comprenez... On peut rien leur dire... C'est une mentalité. » « C'est comme les petits. Ils les laissent traîner dans la rue jusqu'à je ne sais pas quelle heure... Nous on n'a pas été élevés comme ça. Ils n'ont pas le sens de la famille. » « De toutes façons, tout le monde sait qui c'est. Mais on n'ose pas le dire... » Les jeunes habitants issus de l'immigration qui concentrent ces reproches tiennent les mêmes propos avec les mêmes stéréotypes : « On n'a pas la même mentalité que les français... » « Nous, on respecte nos parents... On a des affinités avec nos parents... Heureusement qu'on a nos familles. »

A la différence du racisme, l'antisémitisme est toujours présent dans les discussions politiques générales, comme s'il permettait d'établir une continuité entre le quotidien, la société et le monde. Dès qu'il est question du « monde » et de son devenir, du pouvoir, de la place des différentes communautés dans la société, les juifs sont présents dans de nombreux propos.

Le plus souvent, les thèmes antisémites sont associés au contraste entre la situation vécue par les « musulmans » ou les « Arabes » et la situation vécue par les « Juifs ». Les Juifs seraient plus « intelligents » que les arabes parce que dépourvus de scrupules : « Ils sont forts les feuj ! ». Surtout, ils seraient solidaires et auraient été capables de construire et de faire reconnaître une communauté, à l'inverse des musulmans.

Ils seraient donc plus efficaces, notamment pour « se faire de l'argent » en exploitant toutes les opportunités. Dans les conversations émerge fréquemment l'idée que la période est la leur, comme il y a eu celle des musulmans autrefois : « Nous, on est des cons ! T'as vu le conseil musulman, on n'est même pas capable de se mettre d'accord entre nous. » En même temps, cette idée est liée à l'expression d'un fort sentiment d'injustice, à l'affirmation qu'il y aurait dans la société française « deux poids, deux mesures », que les Juifs seraient mieux acceptés et qu'ils usurpent en quelque sorte leur statut de victime du racisme. « Pourquoi Chirac il a dit : « quand on touche à un Juif on touche à la France » et il ne l'a pas dit pour les Arabes et les musulmans ? »

Dans les propos, l'injustice est présentée comme une des explications de l'impossibilité de former une communauté ou de l'illégitimité de la communauté. « La communauté musulmane, elle est mal vue ; alors que la communauté juive, ils sont très bien vus » déclare un « jeune issu de l'immigration » dans un quartier d'Angoulême en 2004. « Pour les Juifs, la communauté c'est bien vu. Pas pour nous les musulmans » dit un autre à Paris. Au-delà de l'injustice, par une telle remarque, l'individu suggère qu'il existe une « communauté » juive, que les Juifs sont organisés. Plus encore, il suggère que les Juifs ont le droit d'avoir une communauté malgré une République qui n'en veut habituellement pas.

Il suggère ainsi, d'une certaine manière, que les musulmans sont malgré tout de « bons Français » même s'ils sont mal considérés alors que les Juifs ne sont pas de « bons Français » même s'ils sont bien considérés.

Ils possèderaient même un lobby légitime et ne seraient pas soumis à l'interdit communautaire : « On nous demande de faire preuve d'intégration alors qu'on n'est pas intégrés car on a pas les même droits. On ne nous laisse pas nous rassembler afin d'avoir un poids politique, d'être représentés. Pour nous, arabo-musulmans, on parle de communauté et pour d'autres on parle de lobby. La communauté ça fait appel au tribalisme, à l'Afrique. Les Juifs, ils sont rassemblés en lobby. On ne parle pas de communauté juive. Pourtant, ils ont la LICRA, le CRIF et tout ça. Nous, on n'a rien. »

Les « Français » sont considérés comme les complices du pouvoir des Juifs, non par malveillance particulière, mais plutôt par bêtise, racisme envers les arabes et surtout par ignorance. Ils ne savent pas, abrutis qu'ils sont par « TF1 et tout ce qu'ils racontent sur les arabes et les musulmans. »

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Cette différence de traitement est particulièrement dénoncée dans le monde médiatique. Juifs et « arabo-musulmans » auraient droit à un traitement spécial. Mais alors que celui des Juifs est favorable, celui des arabo-musulmans est discriminatoire.

Ainsi, l'accusation d'antisémitisme portée contre Tariq Ramadan, à la suite de son article dénonçant les « intellectuels Juifs », est comprise et souvent analysée explicitement en ces termes : « Tariq Ramadan, il a dit : voilà on me qualifie d'intellectuel musulman, je ne me sens pas offusqué ou choqué. Il a dressé une liste de personnes qu'il a qualifiées d'intellectuels Juifs, on l'a renvoyé en le traitant d'antisémite. Il faut lire ses bouquins pour se rendre compte qu'il n'a jamais été antisémite. Bien au contraire. Tout ça c'est une mascarade au niveau de la télé. On peut pas traiter un intellectuel de Juif, mais on peut le qualifier de musulman. Soit, c'est tout le monde, soit c'est personne. Il y a une équité à deux vitesses !³³ » Si l'identité du groupe est affirmée comme celle des autres groupes sociaux-culturels, elle est immédiatement située par rapport à celle des Juifs et à sa légitimité dans la société « normale » : « On n'a pas honte de revendiquer qu'on est Breton, Alsacien ou Corse. Pourquoi on aurait honte de revendiquer qu'on est français musulman et arabe ? Il est où le problème ?

C'est comme l'autre, l'intellectuel Juif, Bernard-Henri, je ne sais pas quoi... On n'a pas le droit de dire qu'il est Juif. Tariq Ramadan, lui, il est toujours qualifié d'intellectuel musulman. » Le thème de la « qualification » et de l'image est un thème obsessionnel dans la population des habitants des quartiers populaires. En tant que groupe social minoritaire, la qualification est imposée et très largement vécue comme une contrainte externe. Être « arabo-musulman » signifie être très largement défini par le vocabulaire dominant et connoté négativement.

Il est très difficile de contester ou de changer cette définition. Le racisme vécu pèse ici de tout son poids. L'apparence commande la catégorie. Plus encore, cette identité est maintenant celle du « méchant » : « Les gens, on voit bien qu'ils ne nous aiment pas. Quand on marche dans la rue, on voit bien qu'ils se méfient. » Cette expérience quotidienne est validée sur le plan politique : « Il n'y a qu'à regarder les infos. Ils ont tout mélangé, les arabes, les intégristes, les musulmans et tout, tout, tout ! Maintenant, les musulmans, c'est tous des intégristes... Le Français de base qui regarde les infos, pour lui, un Arabe, c'est un terroriste. » « Quand il y a un bourricot qui fait une connerie, je parle des attentats, il y a toujours quelqu'un pour dire que c'est l'islam ou le Coran qui lui fait faire ça. Dans le Coran, il n'y a pas écrit : va tuer ton prochain !

33. Tariq Ramadan, « Critique des (nouveaux) intellectuels communautaires », Article publié sur un site Internet préparant le Forum Social Européen en octobre 2003 et repris dans Politis, n°771. Disponible sur le site : oumma.com. octobre 2003.

Quand c'est les Irlandais, les protestants et les catholiques qui se tirent dessus, on dit pas que c'est des intégristes, on n'en parle pas comme ça. On parle que des trucs qui fâchent quand on parle des arabes, pour nous diaboliser, pour nous montrer du doigt. » L'individu et le groupe sont ainsi assignés à une identité négative à laquelle ils ne peuvent échapper.

A Angoulême, dans un groupe de jeunes adultes lancés dans une discussion sur cette expérience, l'un d'eux montre son bras et tire sur sa peau comme s'il voulait l'arracher. Il s'adresse au sociologue présent : « Vous comprenez Monsieur, ça je ne pourrais jamais l'enlever ! » « Je ne peux pas l'enlever » insiste-t-il devant le silence provoqué par son geste.

Mais, paradoxalement, « être arabo-musulman » est aussi être interdit de l'être. La revendication de l'identité ou de la communauté n'est pas légitime. L'affichage de l'appartenance dans l'espace public suscite réprobation. L'interdiction du voile islamique dans les écoles est très largement vécue comme le signe du rejet des « musulmans » et plus largement des « arabes », comme une manifestation de la volonté évidente de l'Etat et de la société française d'empêcher toute manifestation identitaire des musulmans.

Du coup, l'individu se trouve assigné à une identité négative, identité construite et définie par le regard extérieur, mais identité qu'il ne peut affirmer ou revendiquer positivement. « On nous qualifie d'arabes et on nous reproche de nous qualifier nous même en tant que tel. »

L'identité de l'individu est construite contre lui par la société à laquelle il appartient, elle lui est à la fois imposée et interdite. Se revendiquer « arabo-musulman » est en quelque sorte revendiquer sa propre condamnation, sa propre humiliation. L'image et l'identité sont liées à la centralité supposée des Juifs.

La qualification forcée et interdite est réévaluée à l'aune de celle supposée des Juifs qui se présente comme une sorte de symétrie, comme un miroir. Cette identité là n'est jamais imposée, il est même interdit de l'attribuer sous peine d'être qualifié d'antisémite ; et il est légitime de la revendiquer si on la possède et si on le souhaite.

Alors que l'un est arabe à son détriment, l'autre est Juif à son avantage. Alors que l'un est qualifié « d'arabo-musulman », l'autre affirme sa judéité comme une particularité légitime et fière. « L'idéal, pourtant, c'est ce qu'on nous dit, c'est de ne pas revendiquer ses origines... »

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

La dépendance et l'impuissance de l'un fait contraste avec l'autonomie et la puissance de l'autre. Les Juifs constituent alors une catégorie politique obsessionnelle permettant de « penser » la société et de s'y situer. Ils sont en quelque sorte utilisés à rebours, comme une population dont la situation est l'exact inverse de celle des « gueux » et qui souligne cruellement la situation vécue, le racisme et l'exclusion subis et surtout l'impuissance : « Les Juifs, c'est comme si c'était des dieux.

On ne peut pas y toucher. » « Les Juifs et les pédés, il faut pas y toucher. Alors que les arabes, vas-y... ! » Tout est permis aux Juifs alors que tout est interdit aux arabo-musulmans, rien ne peut leur être fait alors que tout peut être fait aux arabo-musulmans. Alors que les Juifs peuvent parler, les musulmans, eux, doivent se taire : « Dès qu'on commence à avoir un droit de parole, ça gêne ! » Le Juif cristallise le ressentiment et l'amertume de ne pas être reconnu, d'être identifié négativement, d'être en quelque sorte le « méchant », celui dont on a peur et que l'on maintient en dehors.

La focalisation sur les Juifs est l'envers de l'absence de politique ou de l'absence de sens : elle est une « demande d'antisémitisme » politique, comme une sorte de demande « folle » de sens et d'intégration.

L'antisémitisme est un renversement de l'expérience vécue ou tout au moins une interprétation inversée de l'expérience vécue. Les Juifs concentrent positivement tout ce que l'antisémite considère qu'on lui refuse. Ils sont la synthèse négative de la condition de l'individu exclu et marginalisé, victime du racisme et dont l'identité est illégitime. En ce sens, comme beaucoup d'observateurs l'ont noté, ils ne sont jamais qu'un fantasme, qu'une projection.

Comme le dit encore Sartre, l'antisémite crée le Juif.

Les jeunes rencontrés font de même. Mais leur « inventivité » est des plus limitées : elle consiste simplement à projeter au dehors l'image retournée de leur propre « identité » ou de leur propre « condition », comme dans un jeu d'inversion de polarités. Si je ne suis rien, les Juifs sont tout, si je suis exclu, les Juifs sont intégrés, si je suis pauvre, ils sont riches, si je suis méconnu, ils sont reconnus, si je suis méchant, ils sont gentils, si je suis dépourvu de communauté, ils en ont une, si je suis impuissant, ils sont puissants... Au fond, ils concentrent tout le sens et assèchent toutes les possibilités de donner une signification à la situation vécue. Si « je ne suis nulle part », « Les Juifs, il y en a partout... C'est bien ça le problème ! »

Il devient donc inutile de chercher à se transformer ou de chercher à changer la société, il devient inutile de revendiquer ou d'agir. Il devient inutile de penser. L'antisémitisme résout tous les problèmes : il suffit d'inverser les polarités. S'ils n'étaient pas « partout », je ne serais pas nulle part !

L'antisémitisme trouve là une signification politique. Il permet « d'éclairer l'expérience » vécue. Les habitants des « quartiers sensibles » ont le sentiment de ne pas avoir d'existence politique, de ne pas être considérés comme des citoyens. N'étant pas des acteurs, ils sont soumis à des discours « moraux » permanents de la part d'institutions diverses qui les appellent à se « prendre en charge » et à ne pas être « passifs ». Dans un quartier d'Angoulême, en 2004, des habitants font le bilan d'un réunion organisée par la Mairie autour des problèmes de sécurité, bilan empreint d'un mélange d'amertume et d'ironie : « Ils passent leur temps à nous faire la morale. Je me demande s'ils ne nous prennent pas pour des débiles. » « On se croirait à l'école.

Non mais, on n'est pas des enfants quand même ! » « Ils ont dit qu'on était des assistés ! Qu'on ne savait pas se prendre en charge ! Qu'on était comme des enfants ! »

En l'absence d'intervention politique, la situation vécue n'est plus vue que sous l'angle de la norme, de la capacité ou de l'incapacité de ceux qui la vivent d'être conformes à la norme : les « réseaux parentalité » mis en place par les travailleurs sociaux ont remplacé les « comités de quartier » et les associations revendicatives. Dans les services sociaux, omniprésents, les habitants des quartiers sont désignés, et finissent pas se désigner eux-mêmes, à l'aide de « catégories familiales » : « les pères », « les mamans », « les jeunes »...

L'idée même de changer la société s'efface. Elle a quasiment disparu aujourd'hui. Prisonnier d'une situation sociale, du racisme et de la discrimination, et enfermés par une image négative obsédante, les habitants des quartiers sensibles n'ont d'autre issue que le départ individuel.

Si beaucoup affirment être attachés à leur quartier, il n'empêche : ils affirment aussi, avec autant de force, vouloir le quitter. S'en aller est pratiquement perçu comme une condition nécessaire à l'intégration sociale. Tant que l'individu reste dans le quartier, il estime être prisonnier de l'image, mis dans le même sac que « tous les cas sociaux qu'il y a ici ». « C'est bien simple, ici, il n'y a que des cas sociaux, des fous, des ratés.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Comment voulez-vous qu'on s'en sorte ? » Habiter le quartier doit être souvent caché quand on recherche un emploi. Le lieu de résidence identifie à la population des « cas sociaux » mais aussi des « arabes » : « Je suis arabe », dit un jeune habitant d'une cité parisienne. « Eh bien oui, je suis arabe parce que j'habite avec les arabes. » A Angoulême, d'autres jeunes issus de l'immigration disent la même chose à un de leur camarade « blanc » qui ne parvient pas à trouver du travail : « C'est parce que t'es comme nous. A force d'habiter avec nous, t'as fini par nous ressembler ! »

En même temps, beaucoup pensent que tout espoir de quitter le quartier est illusoire. Se révolter ou même chercher à changer son « destin social » est une perte de temps. Dès lors, l'expérience vécue apparaît comme dépourvue de signification et bloquée. La conscience forte du destin social négatif est redoublée par la conscience de l'incapacité à le changer collectivement et même individuellement. La figure du Juif apparaît comme l'envers de la situation vécue, comme une figure de l'intégration et de la liberté, comme celle d'un acteur politique reconnu. De ce point de vue, la demande d'antisémitisme naît du vide politique ou de l'absence d'intervention politique dans les quartiers populaires.

Elle apparaît bien comme une « rationalisation » de l'impuissance politique et de l'incapacité revendicative d'une population marginalisée et exclue, enfermée par conséquent dans le rapport quasi exclusif à la norme.

Le monde antisémite

L'antisémitisme finit par structurer une représentation du monde dans laquelle il va chercher confirmation et renforcement. La logique « bipolaire » qui est la sienne débouche logiquement sur une vision manichéenne opposant le bien et le mal, vision dans laquelle les Juifs concentrent l'essentiel du mal, voire sa totalité. Ce que la société a refusé aux arabo-musulmans, elle l'a donné aux Juifs. Les Juifs deviennent ainsi le signe d'un fonctionnement social dont les « arabo-musulmans » se sentent victimes et l'explication du fonctionnement négatif du monde.

Leur présence universelle est le signe de ce mauvais fonctionnement. Comme le souligne abondamment Sartre, pour l'antisémite, il ne s'agit pas de changer la société, il s'agit de la purifier, d'en expulser le mal constitué par les Juifs³⁴.

Nous retrouvons ici aussi le « jeu à trois » observé dans l'usage du langage antisémite.

34. Jean-Paul Sartre, *op. cit.* p.47.

Défini à la fois négativement et par son extériorité, affublé d'une identité à la fois imposée et négative, l'individu cherche à se faire reconnaître et à affirmer sa pleine participation à la société « normale ».

Comme son aspiration est d'être pleinement socialisé, il ne saurait contester la société. Pour se faire admettre, il doit donc « faire » reconnaître à cette société la présence du mal et le chasser. Il faut que la société soit plus pleinement elle-même, plus pleinement républicaine, plus pleinement juste, plus pleinement solidaire. Ainsi les Juifs seront-ils « remis à leur place », ne seront plus des « dieux ». En écartant les Juifs, la justice pourra advenir et le statut de l'identité méprisée inversé : assignation négative et interdite, elle deviendra revendication positive et légitime. Ce manichéisme a trois conséquences³⁵.

Tout d'abord, l'activité politique se vide et devient une activité d'interprétation. L'antisémite « cherche dans les événements historiques le signe de la présence d'une puissance mauvaise ». Ensuite, si le mal est clairement identifié, le bien ne saurait être remis en cause. Le manichéisme est une vision pleinement rassurante du monde que rien ne viendra ébranler. Enfin, il débouche sur l'obsession du mal. Ce que l'antisémite « contemple sans relâche, ce dont il a l'intuition comme le goût, c'est le Mal. Il peut ainsi se ressasser jusqu'à l'obsession le récit d'actions obscènes ou criminelles qui le troublent et satisfont ses penchants pervers ; mais comme en même temps, il les attribue à ces Juifs infâmes qu'il accable de son mépris, il s'assouvit sans se compromettre³⁶. »

De cette manière aussi, il valide et solidifie sa vision du monde : plus il observe la présence du mal, plus sa conception se renforce, plus il s'enfonce dans la certitude. Souvent dans les conversations, devant les protestations devant tel ou tel stéréotype antisémite, l'individu suggère que ce n'est pas lui qui est ignorant, mais bien son interlocuteur. Il sait. Et ceux qui contestent le font parce qu'ils ne savent pas.

L'interprétation des événements et du cours de l'histoire universelle peut alors se focaliser sur les Juifs. De ce point de vue, ce n'est pas l'Intifada qui explique l'antisémitisme mais l'antisémitisme qui explique la focalisation sur la question du conflit du Proche-Orient.

La situation des Kurdes ou les massacres de musulmans ne suscitent guère de réaction ou d'indignation. Les massacres en Bosnie ou au Kosovo n'ont pas non plus engendré de mobilisation particulière.

35. Jean-Paul Sartre, *op. cit.*

36. Jean-Paul Sartre, *op. cit.* p.53-54.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

En l'occurrence, c'est bien l'identité des « oppresseurs » qui semble attirer la haine plus que les mécanismes d'oppression eux-mêmes ou l'identité réelle des « victimes ».

La présence juive en Palestine concentre toute l'attention. Elle est souvent interprétée comme une façon pour les sociétés occidentales de se débarrasser du « problème » Juif et d'en transférer la charge au monde arabe. « On a exporté le problème... on l'a repoussé... » « Avant la 2nde guerre mondiale, il n'y avait pas de problème entre musulmans et Juifs... »

C'est le poids du « fardeau des Juifs » qui explique la situation des arabes, y compris en France. Comme l'a observé Eric Marlière auprès de jeunes maghrébins à Gennevilliers, théories du complot franc-maçon et antisémitisme se mêlent, fournissant une « explication » complète à l'histoire mondiale :

« Aujourd'hui, tout ce qui est dans la sphère politique, c'est pas triste. Regarde les francs maçons, la plupart, tu les retrouves là-dedans... On est flingué dans les médias. C'est les grands financiers, l'ultra-libéralisme qui tient tout et derrière on retrouve le sionisme en premier. Regarde le nombre de feujis dans les postes clés, dans les médias, dans l'Etat et les universités.

Une grande partie d'entre eux adhèrent au sionisme qui préconise un retour à la terre mère, Israël, un Etat inventé de toutes pièces au nez et à la barbe des arabes. Et ils sont protégés par les Etats-Unis qui sont tenus par les sionistes³⁷. »

Finalement, en manipulant la démocratie, en complotant derrière la puissance américaine, francs-maçons et Juifs ont fini par imposer leur pouvoir et leurs intérêts. « Les enculés... ils nous ont bien baisés ces feujis³⁸. »

De tels propos, reprenant les vieux thèmes de l'antisémitisme européen, sont plutôt rares dans les « cités » populaires. En général, l'antisémitisme ne débouche pas sur une idéologie politique constituée. Il reste dans l'ordre de l'indignation et surtout de la « morale ». Encore une fois, les Juifs sont accusés de bénéficier d'un statut particulier qui leur permet de faire le « mal » : « On défend trop les Juifs. Ils sont en train de faire un carnage en Palestine. » Le conflit entre Israéliens et Palestiniens est illustratif plus que politique. Il démontre la nature néfaste de la présence juive.

Il sert essentiellement à activer et réactiver l'émotion et à souder le groupe dans l'émotion³⁹. Dans la présentation qui en est faite dans les médias, il démontre aussi le parti pris anti-arabe et anti-musulman : la télévision est sans cesse dénoncée pour ses

37. *Propos cités par Eric Marlière, Les recompositions culturelles chez les jeunes issus de l'immigration dans une cité HLM de Gennevilliers, Thèse sous la direction de Jean-Claude Combessie, Université de Paris 8, octobre 2003, p. 428.*

38. *Propos rapportés par Eric Marlière, op. cit. Dans son enquête menée à Bruxelles, Samad Belheloumi rapporte de nombreux propos similaires. Cf: Samad Belhaloumi, L'expérience des éducateurs de rue rifains au sein de leur communauté. Louvain La Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2003.*

39. *Ulrich Beck, « le nouvel antisémitisme européen », Le Monde, 21 novembre 2003.*

commentaires « orientés » et ses « préjugés » pro-israéliens parce qu'elle serait intrinsèquement favorable aux juifs et défavorable aux arabes, prolongeant par-là et renforçant les « préjugés » et les images négatives internes à la société française. « Les Juifs, les Juifs. Il y en a que pour les Juifs. Ils étaient où à Sabra et Chatila ? »

Mais ce conflit suscite finalement moins de commentaires que l'attentat du 11 septembre 2001⁴⁰. La raison en est probablement l'ambivalence des sentiments ressentis par de nombreux « jeunes arabo-musulmans ». D'un côté, l'attentat est source d'une sorte de fierté non avouée et souvent un peu honteuse. Il est considéré comme la revanche des « musulmans », de manière générale contre les Américains, mais aussi, de façon plus indirecte peut-être, contre la société française, contre une société qui exclut et humilie. « C'est quand même des arabes qui ont fait ça ! »

En même temps, le 11 septembre est aussi vécu négativement.

Il a renforcé le stigmat : « Depuis le 11 septembre, on nous regarde encore plus. » On reproche alors aux terroristes d'agir contre les « arabes » et d'en faire des victimes indirectes de leur folie. Devant l'événement, les jeunes rencontrés sont pris dans une double attitude : hostiles aux attentats et à l'islamisme radical quand ils parlent avec ceux « qui sont de leur côté », ils se montrent parfois « favorables » à ces mêmes attentats, ou du moins, compréhensifs, face à une société dont la condamnation du terrorisme les atteint directement. L'ampleur de l'événement et sa résonance internationale ont exacerbé une tension largement vécue quotidiennement dans l'espace politique français.

Face à leurs interlocuteurs, ils doivent toujours lever le soupçon qui pèse sur eux. Ils doivent se prononcer de façon récurrente sur l'image négative d'eux-mêmes, image construite par d'autres et dans laquelle ils ne se reconnaissent pas, mais à laquelle ils se heurtent à tous les instants et qu'on leur demande de condamner en permanence. « Dites-nous que vous n'êtes pas ce que l'on pense que vous êtes, ce que l'on sait mais que l'on ne peut croire complètement ! »

Pour échapper à l'injonction, les jeunes « issus de l'immigration » finissent souvent par « revendiquer » cette image face à leur interlocuteur tout en continuant à se sentir étranger à une telle définition d'eux-mêmes. Ils en font un défi. Ils deviennent l'arabe qu'ils ne sont pas, jouant un personnage de théâtre, pour continuer à être l'arabe qu'ils sont. Comme quand il s'agit du voile islamique ou de Saddam Hussein, ils sont pour parce qu'ils sont contre et contre parce qu'ils sont pour.

⁴⁰. Voir à ce propos les témoignages rassemblés par Emmanuel Brenner, *op. cit.* ou Samad Belhaloumi, *op. cit.*

Tout est alors interprété comme une manière de refouler les « arabos-musulmans », une manière de les humilier en les enfermant dans la contradiction : « Quel battage médiatique autour du 11 septembre. C'était de l'endoctrinement. Pourquoi on ne l'a pas fait pour l'Irak ? On fait de l'audience sur notre dos et c'est tout. On parle du voile pendant des mois.

Au Rwanda, les massacres ont fait un million de morts, on n'en parle pas plus que le 11 septembre ». La minute de silence demandée à la mémoire des victimes américaines apparaît à certains comme une façon d'entériner cette condamnation « large » et à sens unique. « On n'a jamais demandé de faire une minute de silence pour les morts en Algérie ou pour les 500 000 gamins qui sont morts en 10 ans en Irak ! »

Plus encore, après les attentats de Madrid, d'autres se refusent catégoriquement à observer une minute de silence : « J'ai pas voulu faire cette minute de silence. On m'a menacé de me virer du lycée. Alors je l'ai faite finalement. Mais je ne voulais pas la faire. Ceux qui ont fait les attentats, c'est quand même des Marocains comme moi. » Pour échapper au dilemme, les Juifs sont encore l'outil le plus commode. S'ils sont responsables directement ou indirectement des attentats, les musulmans en sont dédouanés et se retrouvent du bon côté de la société. L'individu, lui, n'est plus obligé de parler contre lui-même.

C'est pourquoi, dans de nombreuses conversations après le 11 septembre, l'évidence de la responsabilité des Juifs ou, au moins, du bénéfice qu'ont su tirer les Juifs des attentats, n'est guère contestée. Ben Laden devient ainsi le complice de Bush et de Sharon. « Les Américains voulaient asseoir leur puissance sur le monde. Ils ont relancé les croisades. Et ça arrangeait bien Israël. » Allant plus loin, certains suggèrent une manipulation des américains par les Juifs : « Beaucoup accusent le gouvernement américain. Mais en attendant, 4 000 Juifs n'étaient pas dans les tours... C'est beaucoup non ? » « Ils étaient au courant... Il y a une connivence entre Bush et Ben Laden... » « Le 11 septembre, les Juifs ont échappé aux attentats. Pourquoi ? »

L'idée du complot juif, avec la complicité de Ben Laden, complot dirigé contre les arabos-musulmans s'impose. La référence au livre de Thierry Meyssan n'est pas rare et surtout, la critique qui en a été faite devient une marque supplémentaire de la justesse de sa « théorie » : « C'est comme l'autre, Meyssan, on ne l'a pas laissé parler⁴¹. »

Très souvent, les individus qui tiennent de tels propos refusent de les reconnaître.

⁴¹. Thierry Meyssan, *L'effroyable imposture. Aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone*, Paris, Carnot, 2002.



© AFP Photo Boris Horvat-STF

Manifestation
pro-palestinienne,
le 6 avril 2002
dans les rues
de Marseille.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Non seulement, ils rejettent avec indignation l'étiquette d'antisémites, mais, face à un interlocuteur extérieur, ils cherchent en général à minimiser la portée de leurs paroles quand ils n'affirment pas qu'ils racontent « n'importe quoi » ou qu'il s'agit d'une sorte de jeu. Ils ne sont pas ce qu'ils disent, ne disent pas ce qu'ils pensent ou ne pensent pas ce qu'ils disent. « C'est vrai que j'ai raconté ça. Mais c'était des conneries. Ce n'est pas vrai, je l'ai faite cette minute de silence...

Je ne sais pas pourquoi j'ai raconté ça » expliquait le jeune garçon « marocain » qui avait pourtant déclaré le contraire une semaine auparavant. Ecrits, les mots deviennent encore plus insupportables. Ils ne peuvent être que le résultat d'une manipulation.

« On s'est fait avoir ! » répètent des jeunes d'Angoulême lisant l'entretien qu'ils ont accordé à un journaliste, sans nier pour autant avoir prononcé les mots qui figurent dans le journal⁴².

L'image qui apparaît dans le « miroir » du journal et qu'ils ont eux-mêmes donnée n'est pas plus acceptable que l'image négative construite par les amalgames, le racisme et la discrimination. Elle l'est peut-être d'autant moins qu'elle est fidèle, qu'ils l'ont construite eux-mêmes et qu'elle impose une responsabilité. L'antisémitisme passe aussi par le refus de se reconnaître tel : l'accusation relève encore de l'ignorance de celui qui ne « sait » pas face à celui qui « sait »⁴³.

Accepter de reconnaître son antisémitisme serait accepter de reconnaître que l'on se trompe. En niant l'accusation, au contraire, l'individu donne du poids à ses propos. Il ne s'agit pas d'une projection négative, d'un préjugé, mais bien de la réalité. Bien plus, l'accusation d'antisémitisme renforce la certitude. N'est-elle pas une manière de « déconsidérer » celui qui tient de tel propos ? N'est ce pas une manière de l'enfermer encore dans une image négative ? Dès lors, l'antisémitisme doit être affirmé, mais il ne saurait être revendiqué ou accepté sans se nier lui-même.

Au-delà de l'accusation, les mots restent et le sentiment de « s'être fait avoir » témoigne d'une réalité plus profonde. Il ne s'agit pas seulement de ne pas se reconnaître antisémite. La non-reconnaissance passe aussi par la négation de ses propres propos. Autrement dit, les mots prononcés ne sont pas seulement minimisés, ils sont aussi niés comme expression d'une pensée de l'individu. Ils sont revendiqués comme une provocation, un jeu, le fruit du hasard. Au fond, ils n'ont pas de signification pour celui qui est extérieur au groupe. Il ne peut pas comprendre le sens ou l'absence de sens qu'ils ont pour celui qui les prononce.

⁴². Voir le reportage de Philippe Bernard, *Le Monde*, 6 juillet 2004.

⁴³. « Ces élèves... demeurent incapables de percevoir le racisme dans leur discours, incapable d'objectiver leur propos et leur pensée » écrit un enseignant dont le témoignage a été recueilli par Emmanuel Brenner, *op. cit.* p.109.

Les mots sont largement vécus comme un obstacle matériel et non comme un vecteur de communication. Ils participent d'un « théâtre décomposé » dont l'unité et l'intégration sont données de l'extérieur, par le spectateur ou l'auditeur et que l'acteur non seulement se refuse à assumer mais qu'il s'ingénie aussi à déjouer ou à démentir. Les mots restent en quelque sorte un matériau extérieur à l'individu. Ils ont une épaisseur, et notamment une épaisseur sociale, qui les rend étrangers à l'individu mais surtout hostiles puisque le sens leur est donné par une société qui exclut et « racialise ». « On se fait avoir » par les mots parce que leur signification est inscrite dans cette épaisseur et qu'elle appartient à la société.

Dès qu'ils sont utilisés, ils portent la trace de cet extérieur hostile. En matière politique notamment, les mots comme « égalité », « République », « citoyen » ou encore « intégration » sont la propriété du dominant. Revendication pour les uns, ils sont une injonction pour les autres. Leur usage relève d'une intégration négative, comme si leur sens était nécessairement dirigé contre soi. « Des mots, des mots, rien que des mots. C'est du bla bla. Ils font ça toute la journée, bla bla, bla bla. Quand j'étais dans les couilles de mon père, j'entendais déjà ces mots ! »

Parler est alors toujours parler plus ou moins contre soi. C'est pourquoi les journalistes cristallisent l'hostilité, non pas parce qu'ils « construisent » une image négative, mais parce qu'ils « enregistrent » les mots. En les publiant, ils les retournent contre ceux qui les ont prononcés. Les mots et le langage ne sont pas un lien avec la réalité, une manière de décrire l'expérience. Ils sont au contraire un obstacle, ils marquent la présence de la société en soi. Ils finissent par couper de sa propre réalité, par s'interposer entre soi et soi comme l'image. Dans les interactions avec les institutions ou avec les représentants de la société, plus l'individu parle plus il s'éloigne de lui, plus il devient un étranger à lui-même. Il parle avec des mots qu'il refuse et qui le désintègrent⁴⁴.

Au fond, il ne se comprend plus.

Les mots flottent comme une réalité extérieure qui s'interpose entre les individus plus qu'elle ne les relie et qui déchire chacun. Mais en devenant un matériau objectif, détaché de soi, ils peuvent faire l'objet de toutes les manipulations.

La « tchatte », le « charriage » et les « vannes » en sont les manifestations les plus évidentes et constituent des « compétences » reconnues et appréciées qui apportent du prestige dans les groupes et contribuent à les solidifier⁴⁵. Les mots n'existent alors que par leur détournement, par leur décomposition.

⁴⁴. Albert Memmi a bien mis en évidence ces mécanismes dans son analyse de la condition du colonisé : Albert Memmi, *Portrait du colonisé*, Paris, Gallimard, 1957.

⁴⁵. David Lepoutre, *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

**Antisémitisme, racisme
et exclusion sociale**

Savoir les manipuler est savoir leur donner un sens qui ne passe plus par la société, voire leur conférer un usage contre la société en les retournant littéralement. Dans les groupes de jeunes, très souvent, un individu tient particulièrement ce rôle : il a une forte capacité de « parler » avec distinction, d'employer des mots rares et une syntaxe complexe.

Il s'adresse à l'interlocuteur avec un détachement et un respect explicitement excessifs et surtout parle de manière « hyper correcte », suscitant immédiatement les fous rires et les moqueries de ses camarades. D'autres font preuve d'une inventivité constante dans le détournement de sens et la création de métaphores. Si le langage et les mots sont extérieurs et hostiles, l'individu pense-t-il ce qu'il dit ou même croit-il ce qu'il dit ? Adhère-t-il à l'antisémitisme ? Au fond, la question n'a guère de sens. Il pense ce qu'il dit et il ne le pense pas en même temps, il y croit et il n'y croit pas. L'important d'ailleurs n'est pas de croire les paroles, c'est de les prononcer. L'individu n'est jamais présent à ses paroles. Il ne se sent donc pas responsable ou surtout, engagé par ce qu'il dit.

© AFP François Guillot-STF



*Manifestation pro-palestinienne
le 7 octobre 2000,
place de la République à Paris.*

Les habitants des quartiers populaires, et particulièrement les jeunes «issus de l'immigration», inventent sans cesse des langages parce qu'ils sont privés de langage, parce que l'absence d'intervention politique les prive de langage. Leur difficulté majeure est d'accéder à la réalité⁴⁶. Les mots ne le leur permettent pas, comme l'image qu'ils supportent leur en interdit l'accès. Ils vivent « à côté » de la société réelle. Ils ne sont pas réellement «dominés» par elle, mais plutôt ignorés et marginalisés, construits comme des problèmes. Ils ne sont pas des acteurs et sont incapables d'accéder à la réalité. Ils doivent se contenter de l'apparence.

Ils vivent une dépendance faite de «substituts» et de «promesses» non tenues (faux emplois aidés, faux loisirs organisés, faux appartements collectifs, faux revenus d'une fausse économie...) qui le plus souvent les mettent en rage tant ils estiment qu'ils les tiennent éloignés de la « vraie » réalité sociale. « Pour nous c'est simple, on a une image de délinquants.

Alors on a le choix : soit on devient délinquant, soit on s'occupe de délinquants. Le social ou la sécurité ! » Il leur faut « tricher » pour accéder à cette réalité ou espérer y accéder : tricher sur le cv, tricher au téléphone pour décrocher un emploi ou obtenir une location d'appartement, tricher sur leur identité pour aborder les filles... Ces jeunes et une bonne partie des habitants construisent alors une sorte de contre-monde, de société parallèle mais sans consistance, dépendante et marginale, dans laquelle ils vivent sans y vivre, qu'ils veulent habiter sans le vouloir et désirent quitter sans le pouvoir, le ghetto, un lieu vide.

Fausse société ou plutôt substitut de société composée d'individus « faussés », elle s'apparente à un théâtre, avec ses rites, son vocabulaire et sa scène, théâtre dans lequel ils se donnent en spectacle plus qu'ils n'existent et dans lequel ils ont le sentiment de « perdre leur vie » hors de toute réalité.

Quand les mots barrent l'accès à la « réalité » et emprisonnent dans une société artificielle, les individus n'ont plus de capacité d'action ou de revendication. Ils ne peuvent plus agir « pour une cause », ils n'ont plus que des ennemis : seuls les ennemis sont réels⁴⁷. L'antisémitisme remplit ainsi le vide : en désignant l'ennemi, il contribue à la formation d'un ordre social à l'intérieur du ghetto et il donne sens à l'expérience vécue en la reliant aux événements du monde. « L'aveuglement investit tout parce qu'il ne comprend rien » écrivent Horkheimer et Adorno à son propos⁴⁸. Il exprime l'adoration du « social » chez des individus privés de social et l'appel à la politique chez des individus privés d'accès à un langage politique.

46. Observation faite très justement par Patrick Boulte, *Individus en friche*, Paris, Desclée de Brower, 1995. Voir aussi : Danilo Martuccelli, *Dominations ordinaires. Explorations de la condition moderne*, Paris, Balland, 2001.

47. « *When jargon turns living issues into abstractions... people don't have causes. They only have enemies; only the enemies are real.* » V.S. Naipaul, *The Return of Eva Peron with The Killings in Trinidad*, New York, Knopf, 1980.

48. Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974, p.181.

→ LA DEMANDE D'ANTISÉMITISME

Antisémitisme, racisme et exclusion sociale

Il est une demande d'intégration et d'action.

Comme l'antisémitisme, la religion remplit aussi le vide. Quand elle ne se réduit pas à un formalisme, elle permet d'affirmer une dignité en revendiquant l'expérience vécue : peu importe comment la société me voit ou quelle est ma situation, l'important est ce que je fais de moi-même.

La religion est le vecteur d'une libération. Elle offre le retour vers une certaine authenticité. Elle affranchit de la société extérieure. L'antisémitisme, et les diverses phobies qui l'accompagnent, en sont une inversion pathologique. L'antisémitisme est l'affirmation d'une « indignité » voire une revendication de l'indignité dans le refus de l'expérience vécue et le refus de soi : peu importe ce que je suis, la seule réalité est comment la société me voit et ce qu'elle m'inflige.

L'antisémitisme est le choix de l'inauthenticité. (« *Il n'y a pas d'antisémitisme sincère*⁴⁹. ») Il signe le renversement de la haine de l'oppression en haine de l'opprimé, en haine de soi. Il est la manifestation d'une intégration ratée et retournée.

Conclusion

L'antisémitisme participe d'un double mouvement de formation du ghetto. Il contribue d'abord, avec d'autres phobies, à la mise en place d'un « ordre social » interne, à sa pétrification en un ensemble de normes et de règles, (souvent justifiées par le « respect » et « l'héritage » culturel), qui manifestent l'absence de vie « communautaire » réelle et sa transformation en un rituel d'autant plus rigide qu'il est creux.

Parler ici de « communautarisme » ou de repli communautaire est une erreur d'interprétation. Le repli s'effectue sur un monde factice, sur une caricature de vie sociale et de communauté. Certes, il existe des actions positives et la vie dans les quartiers difficiles ne saurait se réduire à cette caricature.

Mais la caricature de la communauté ne cesse de se renforcer à travers le vocabulaire, les injures, la peur ou la violence. De fait, elle n'ouvre sur aucune identité positive possible. C'est pourquoi, les groupes sociaux qui la font exister sont aussi composés d'individus qui cherchent à lui échapper.

L'antisémitisme est ensuite une « réaction » négative à l'exclusion subie et à l'image imposée. Il n'est pas la conséquence politique du conflit du Proche-Orient ou une importation externe. Au contraire, il se projette sur l'extérieur et sur le monde dans une logique d'interprétation et de soupçon infinie.

⁴⁹. Max Horkheimer et Theodor W. Adorno,, op. cit. p.180. Horkheimer et Adorno écrivent : «Le comportement antisémite se produit dans les situations où les hommes aveuglés et privés de leur subjectivité sont lâchés en tant que sujets. Pour ceux qui ont affaire à eux, leurs actes sont des réactions meurtrières et cependant vides de sens, comme ceux qu'observent les behavioristes sans les interpréter. L'antisémitisme est un schéma bien rodé, un rituel de civilisation et les pogromes sont de véritables meurtres rituels. Ils démontrent l'impuissance de ce qui pourrait les freiner, de la réflexion, de la signification, et finalement de la vérité. Ce jeu puéril qu'est le meurtre apporte la confirmation d'une vie stupide à laquelle on se résigne.»

Il est plus directement, là-aussi une caricature, une sorte de pétrification des raisonnements politiques dans l'impuissance et le ressentiment. Il manifeste l'inscription du ghetto hors de la vie politique, hors du temps, dans une immobilité circulaire.

Il est convoqué dans la compréhension du monde pour justifier la situation vécue et, réciproquement, la situation vécue est invoquée pour justifier la compréhension du monde. L'antisémitisme « extérieur » justifie l'antisémitisme « intérieur » qui justifie l'antisémitisme « extérieur »... Ainsi, l'antisémitisme permet d'unifier l'intérieur et l'extérieur. Il est une sorte de synthèse folle de l'expérience vécue.

Expression du vide, il est lui-même vide, dépourvu de sens. Il est une fuite, un rituel creux auquel l'individu et le groupe se livrent sans y croire mais en voulant y croire. De ce point de vue, il est un choix, le choix de penser ce qui n'est pas pensable et que l'on sait non pensable ou de croire ce qui est incroyable. Il ne peut structurer aucune revendication.

S'il peut être source de violences, il ne peut générer d'action. Il est le choix de la passivité. Il est le langage vide de ceux qui sont privés de langage et enfermés dans le vide d'un contre-monde dépendant et marginal.

Didier Lapeyronnie

Références bibliographiques

- Sylvain Attal**, *La plaie, enquête sur le nouvel antisémitisme*, Paris, Denoël, 2004.
- Ulrich Beck**, « Le nouvel antisémitisme européen », *Le Monde*, 21 novembre 2003.
- Samad Belbaloui**, *L'expérience des éducateurs de rue rifsains au sein de leur communauté*. Louvain La Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2003.
- Manuel Boucher**, *Turbulences, contrôle et régulation sociale. Les logiques des acteurs sociaux dans les quartiers populaires*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Patrick Boulte**, *Individus en friche*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.
- Emmanuel Brenner**, dir, *Les territoires perdus de la République*. Antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire. Paris, Mille et une Nuits, Fayard, 2004.
- Emmanuel Brenner**, *France, prends garde de perdre ton âme. Fracture sociale et antisémitisme dans la République*. Paris, Mille et une Nuits, 2004.
- Bram Dijkstra**, *Les idoles de la perversité. Figures de la femme fatale dans la culture fin de siècle*, Paris, Le Seuil, 1992.
- Bram Dijkstra**, *Evil Sisters. The Threat of Female Sexuality in Twentieth-Century Culture*, New York, Henry Holt & Company, 1996.
- Mary Douglas**, *De la souillure, études sur la notion de pollution et de tabou*. Paris, La Découverte, 1992.
- St Clair Drake & Horace R. Cayton**, *Black Metropolis. A Study of Negro Life in a Northern City*, Chicago, The University of Chicago Press, 1945.
- Jean-Paul Fitoussi, Eloi Laurent, Joël Maurice**, *Ségrégation urbaine et intégration sociale, Rapport pour le Conseil d'Analyse Economique*, Premier Ministre, 2004.
- George M. Fredrickson**, *Racisme, une histoire*, Paris, Liana Levi, 2003.
- Erving Goffman**, *Les rites d'interaction*, Paris, Les Editions de Minuit, 1974.
- Erving Goffman**, *Stigmates, les usages sociaux des handicaps*. Paris, Les Editions de Minuit, 1975.
- Ilan Greilsammer**, « La pente savonreuse de l'antisémitisme », *Libération*, 24 septembre 2003.
- Christophe Guilly**, *Christophe Noyé, Atlas des nouvelles fractures sociales en France. Les classes moyennes oubliées et précarisées*, Paris, Autrement, 2004.
- Max Horkheimer et Theodor W. Adorno**, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974.
- Michel Kokoreff**, *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003.
- David Lepoutre**, *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997.
- Avishaï Margalit**, *La société décente*, Paris, Climats, 1999.
- Eric Marlière**, *Les recompositions culturelles chez les jeunes issus de l'immigration dans une cité HLM de Gennevilliers*, Thèse sous la direction de Jean-Claude Combessie, Université de Paris 8, octobre 2003.
- Danilo Martuccelli**, *Dominations ordinaires. Explorations de la condition moderne*, Paris, Balland, 2001.
- Eric Marty**, « Un nouvel antisémitisme », *Le Monde*, 16 janvier 2002.
- Nonna Mayer**, « La France n'est pas antisémite », *Le Monde*, 4 avril 2002.
- Albert Memmi**, *Portrait du colonisé*, Paris, Gallimard, 1957.
- V.S. Naipaul**, *The Return of Eva Peron with The Killings in Trinidad*, New York, Knopf, 1980.
- Peter Novick**, *L'Holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 1999.
- Jean-Paul Sartre**, *Réflexions sur la question juive*, Paris, Gallimard, 1954.
- Gabriel Schoenfeld**, *The Return of Anti-Semitism*, New York, Encounter Books, 2004.
- Pierre-André Taguieff**, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Mille et une Nuits, Fayard, 2002.
- Pierre-André Taguieff**, *Prêcheurs de haine. Traversée de la judéophobie planétaire*, Paris, Mille et une Nuits, Fayard, 2004.
- UEJF/SOS Racisme**, *Les antifeujs. Le livre blanc des violences antisémites depuis septembre 2002*. Paris, Calman-Levy, 2002.
- Nicolas Weil**, *La République et les antisémites*, Paris, Grasset, 2004.
- Michel Winock**, *La France et les Juifs*, Paris, Le Seuil, 2004.

LES ÉTUDES DU CRIF

Imprimé en Septembre 2005

ISSN : 1762-360 X

Directeur de la publication

Marc Knobel

Comité éditorial

Jean-Pierre Allali,

Roger Benarrosh,

Yves Chevalier,

Alain Chouraqui,

Elisabeth Cohen-Tannoudji,

Roger Cukierman,

Patrick Desbois,

Simon Epstein,

Nelly Hansson,

Bernard Kanovitch,

Serge Klarsfeld,

Joël Kotek,

Dominique Laury,

Edith Lenczner,

Anne Lifshitz-Krams,

Éric Marty,

Haïm Musicant,

Richard Prasquier,

Georges-Élia Sarfati,

Richard Sebban,

Pierre-André Taguieff,

Jacques Tarnéro,

Yves Ternon,

Nicolas Weil,

Clément Weill-Raynal,

Michel Zaoui,

Joseph Zrihen.

Conception & Infographie

Pascal & Paul Silvéra

Crédit Photos

AFP

Impression

RDS Publicité

➔ L'OBSERVATOIRE DES MÉDIAS DU CRIF